

Economie de l'élevage



Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE

DOSSIER ANNUEL

**BOVINS
LAIT**

Année 2016
Perspectives 2017
n° 476

18 €

2016 : de la dépression... ...aux incertitudes de marchés en 2017

PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS
Baisse de production, demande domestique déprimée et dégradation du solde commercial

PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS
Progression marginale de la collecte

INDUSTRIE LAITIÈRE
Principaux événements de l'année 2016

RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS
Quand rien ne va...



LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Economie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Economie de l'Institut de l'Élevage : CHOTTEAU Philippe, PECHUZAL Yannick, RICHARD Mélanie, RUBIN Benoît, YOU Gérard.
Ingénieurs Réseaux d'élevage de l'Institut de l'Élevage : BELOT Pierre-Emmanuel, CAILLAUD Dominique, CHARROIN Thierry, FAGON Jocelyn, FOURDIN Simon, LAURENT Monique, PIERRE Patrice.

CNIEL : ROUYER Benoît.

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Les données et l'expertise de l'AFOCG et d'EILYPS ont été mobilisées pour les exploitations bio (groupe présenté en page 23).

Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif.

Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

« La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 3 :

ALBERT Marcel (CA 57), BARREAUD Dominique (AFOCG),
BATAIS François (CA 49), BAUP Jean-Claude (CA 32),
BERNAT Audrey (CA 01), BLACHON Aurélie (CA 31),
BOUCHARD Véronique (CA 69), BOUCHARD Yann (CA 15),
BRUNET Sébastien (CA47), BUREL Séverine (CA76),
CASSEZ Matthieu (CA 25-90), CASTELLAN Elisabeth (CA 59-62),
CHAZAL Béatrice (CA 01), CHEMIN Anthony (CA 80),
COTILLON Ludovic (CA79), COUEFFE Daniel (CA 52), COURVOISIER
Claire (CA 39), DAVEAU Bertrand (CA 53), DEJEAN Olivier (CA 24),
DELARUE Estelle (CA 15), DESARMENIEN Didier (CA 53),
DUBOS Virginie (CA 60), EVRAIN Pierre (CA63),
MARTIN Pascale (CA65), FAURE Laure-Gaëtane (CA 64), FERRE Pascal
(CA 14), FOS Laurence (CA 14), GABORIAU Laurent (CA 85),
GARREAU Fabien (CA 72), GARNIER Cédric (CA 27),
GARNIER Jean-Philippe (CA 03), GEORGEL Rémi (CA 88),
GOISET Cécile (CA08), HUCHON Jean-Claude (CA 44),

JACQUEMIN Lionel (CA 05), JULIAC Sébastien (CA 02),
LACOUR Clémentine (CA 63), LAGELOUZE Christophe (CA 40),
LOIZON Céline (OCL37), LOUBAT Patricia (CA 48),
MARSAULT Adèle (CA 86), MAUGER Christophe (CA 17),
MERLHE Mathieu (CRAB), MESOT Fanny (CA 55),
MIS Jean-Bernard (CA 81), MONIER Jean-Pierre (CA 42),
MONSALLIER Françoise (CA 15), MORIN Charlotte (CA 53),
MOULIN Christian (CA 51), PIOCHE Marie-Christine (CA 70),
QUEFFELEC André (CRAB), RECOPE Christelle (CA 60),
ROCHE Claude (CA 43), SABATTE Nathalie (CA 73-74),
SCHATZKINE Marie (CA 45), SCHOEFFEL Jean-Claude (CA 46),
SICOT Isabelle (CRAB), SIMONIN Viviane (CA 50),
TENDILLE Régine (CA 43), THIOU Pascal (OCL 37),
TIRARD Sophie (CRAB), VERGER Martine (EILYPS),
VEYSSET Anne-Laure (CA 16), VIDAL Jean-Christophe (CA 12),
VIGOUREUX Audrey (CA 38), VIVANT Marthe (CA 41),
VUATTOUX Julia (CA 61), ZSITKO Jean-Marc (CA 54),
WOERHLE Pauline (EILYPS).

Conception de la maquette : Béta-Pictoris (beta.pictoris@free.fr)
Mise en page et iconographie : Leila Assmann, Corinne Maigret, Marie-Catherine Leclerc
Crédits photos : ©Coutausse/Cniel - ©P. Dureuil/Cniel - ©S. Fraisse/Cniel - ©C. Helsly/Cniel -
©Corinne Maigret/Institut de l'Élevage - ©Marie-Catherine Leclerc/Institut de l'Élevage - ©Lye_Fotolia -
©Thomas Loire/Flickr - ©Dominique Montestier/Flickr - ©Patrick Monin/Bergerie de Villarceaux -
©Lucie Page - ©Lye/Fotolia - ©DR Institut de l'Élevage

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie de la Centrale Lens - N° ISSN 1273-8638 - N° IE 0017501012
Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71
Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

2016 : de la dépression... ...aux incertitudes de marchés en 2017

2016 aura été une année noire pour les éleveurs laitiers qui produisent du lait conventionnel. Après une crise d'une longueur inédite, ils ont encaissé de nouvelles chutes de revenu, au point qu'il est tombé dans le rouge pour la plupart d'entre eux. En plus d'une nouvelle dégradation du prix du lait, l'année climatique atypique a fortement affecté la qualité et la quantité de fourrages. En outre, les exploitations diversifiées ont subi la double, voire la triple peine, avec la baisse concomitante des produits grandes cultures et de la viande. Seuls les éleveurs « bio » ou ceux produisant du lait pour certaines AOP s'en sortent indemnes.

Le reflux de la collecte n'est advenu qu'au 2nd semestre 2016, mais il a été brutal, en France comme en Europe. Confrontés à des trésoreries extrêmement dégradées, les éleveurs français et européens ont finalement réduit les charges opérationnelles, surtout alimentaires, et les investissements en matériel. Le plan européen d'incitation à la réduction volontaire des livraisons, très tardif, a probablement accentué le ralentissement à l'automne. Cependant, les producteurs semblent avoir préservé leur potentiel de production dans l'attente de jours meilleurs. Les cessations laitières ont été modérées et les cheptels nationaux (avec les génisses en France) n'ont presque pas reculé en un an.

Le ralentissement de la collecte européenne a partiellement rétabli les marchés. D'un côté, les moindres fabrications européennes de beurre, face à une demande internationale très ferme, ont provoqué une tension des cours. De l'autre, faute de reprise sensible de la demande, le marché des protéines laitières est resté convalescent, malgré le soutien apporté par le retrait de 350 000 t à l'intervention.

L'année 2017 reste très incertaine. La remontée du prix du lait devrait relancer la production laitière dans la plupart des pays européens, même s'il reste loin de son niveau de 2014. Toutefois, le marché des protéines risque de redevenir rapidement surabondant, face une demande internationale stagnante.

Sans un redressement solide et durable de l'économie laitière, on peut redouter, en France comme en Europe, la recrudescence des cessations laitières. Fragilisées par deux années de crise, de nombreuses exploitations laitières sont désormais sous perfusion financière des banques et des fournisseurs, malgré les aides accordées aux éleveurs et les efforts consentis par certaines laiteries. 2017 s'annonce comme une année cruciale !

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2016

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Baisse de production, demande domestique déprimée et dégradation du solde commercial

12/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Lait spécialisé de plaine
- Lait et viande bovine de plaine
- Lait et cultures de vente
- Lait des montagnes de l'Est
- Lait de montagnes et piémonts du sud
- Lait bio de plaine

20/ PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Progression marginale de la collecte mais renforcement des positions sur les marchés mondiaux des fromages, du beurre, de la poudre lactosérum et des caséines

32/ L'INDUSTRIE LAITIÈRE

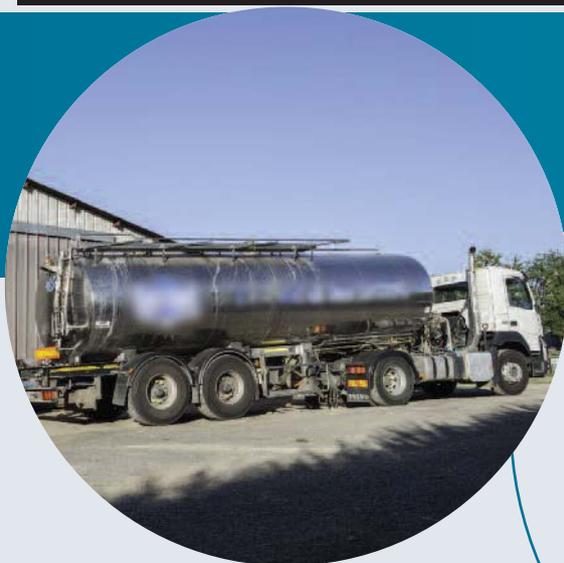
Principaux événements de l'année 2016

36/ LES PRÉVISIONS 2017

Lente reprise de la production européenne

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2016

HIVER



Collecte européenne dynamique malgré des prix dégradés

Bien que les prix du lait n'aient cessé de reculer en 2015, tombant dans presque tous les pays membres sous les 300 €/1 000 l durant l'hiver, la collecte européenne est restée dynamique. La progression par rapport à 2015 a été d'autant plus importante (+6% au 1^{er} trimestre) que beaucoup de pays avaient freiné début 2015 afin de limiter les pénalités de dépassement pour la dernière campagne sous quota.

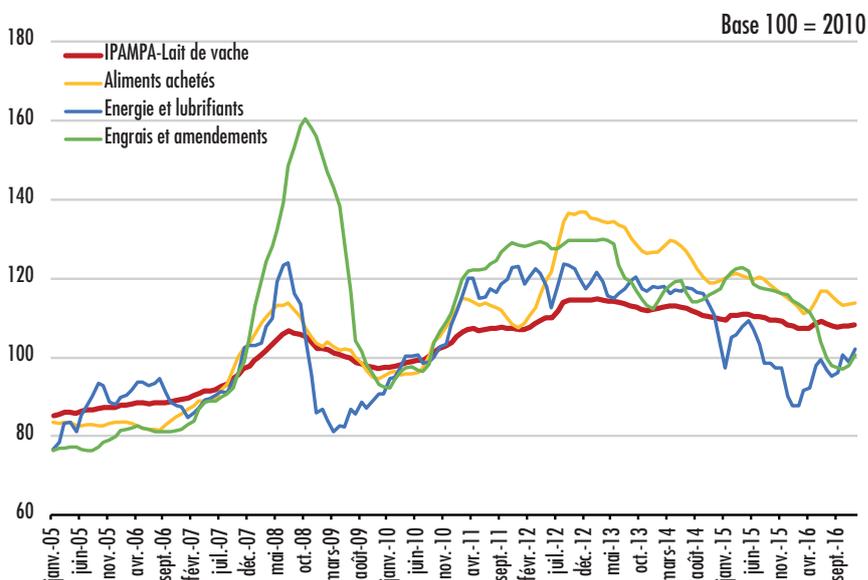
IPAMPA Lait de vache, légère érosion

L'IPAMPA (Indice des prix d'achat des moyens de production agricole) mesure l'évolution des coûts d'approvisionnement des exploitations agricoles à structure constante, c'est-à-dire sans tenir compte des investissements lourds et des modifications de systèmes. L'IPAMPA Lait de vache mesure l'évolution du prix d'un panier fixe de charges typique des exploitations bovines laitières : il ne prend par exemple pas en compte la modulation des apports de concentré ou des achats de fourrages selon les conditions climatiques et économiques.

Après un petit sursaut au printemps, l'IPAMPA lait de vache a légèrement reculé au 2nd semestre. En moyenne annuelle, il s'est érodé (-2% /2015) pour la 3^{ème} année consécutive mais reste proche du niveau record de 2013 (-5%).

La baisse découle principalement du repli de 4% /2015 des prix des aliments achetés, qui contribuent à hauteur de 22% dans les charges indicées dans l'IPAMPA. En raison du rôle tampon joué par les fabricants d'aliment, l'indice ne répercute que partiellement les mouvements de prix des matières premières. La baisse provient également de la chute des prix de l'énergie, l'indice énergie et lubrifiants ayant reculé de 6% /2015 et celui des engrais et amendements de 12%.

Parallèlement d'autres postes de charges ont peu évolué et certains ont même vu leur prix progresser à l'image des produits et services vétérinaires (+3%/2014), des frais généraux (+2%) et des prix d'achats de petit matériel (+1%).



PRINTEMPS

Un printemps contrasté entre l'Ouest et l'Est

Le printemps a été très humide dans la moitié est de la France et le Massif Central. Le pâturage a été particulièrement difficile et les récoltes d'ensilage et de foin ont souvent dû être différées. Les premières coupes ont ainsi été abondantes mais de faible qualité. Les excès d'eau ont conduit à une levée très irrégulière du maïs, obligeant certains éleveurs à ressemer et d'autres à décaler les semis à début juin, ce qui a induit d'importantes chutes de rendements (-30%). Seules les régions de la façade Atlantique ont échappé aux excès de pluie.



Retrait massif de poudre de lait via l'intervention

Les cotations européennes de la poudre maigre étaient repassées sous le seuil d'intervention en décembre 2015. Modérées jusqu'en avril, les ventes à l'intervention ont bondi de mai à août portant le stock à 355 000 tonnes fin septembre. La France est le 1er contributeur avec 19% des volumes, devant la Belgique (19%), l'Allemagne (17%) et l'Irlande (11%). Ce retrait massif a mis fin à la chute des cours de la poudre maigre mais leur remise en marché hypothéquera leur redressement.

La crise encourage les conversions à l'AB

Dans ce contexte particulièrement morose, les démarches de conversion à l'Agriculture Biologique se multiplient. En septembre, on en recensait 160 dans la seule région des Pays de la Loire et 138 en Rhône-Alpes et le mouvement est manifeste dans toutes les régions d'élevage, plus particulièrement là où les laiteries encouragent les éleveurs dans ce sens.



1 LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2015

ÉTÉ



« Double peine » pour les systèmes lait-cultures

Un peu partout dans les zones de polyculture-élevage les rendements des cultures ont baissé de 20 à 40% par rapport à la normale pour les céréales d'automne et de 10% pour les oléagineux.

De plus la qualité des grains est généralement médiocre. Les prix sont également en baisse : -5 à -10% pour les céréales et les oléagineux.

Les éleveurs de ces zones se trouvent donc tout autant fragilisés que les laitiers spécialisés.

Eté - au chaud partout

Le manque d'eau s'est manifesté dès le mois de juillet : dès le mois de juillet d'août dans l'Est. La sécheresse a entraîné des températures élevées et des feuilles de maïs alors pas à maturité, surtout tardivement. Les rendements des ensilages de maïs et les stocks hivernaux ne sont pas partout de qualité jusqu'aux premières récoltes.

Bras de fer entre Lactalis et éleveurs laitiers

En août, FNSEA et FNPL engagent un bras de fer contre Lactalis, accusé de tirer les prix à la baisse. Suite à l'annonce d'un prix de base de 257 €/1 000 l pour l'été, inférieur aux autres laiteries, et à l'échec de premières négociations, une mobilisation nationale a été lancée contre les sites de production de Lactalis et les produits portant leurs marques en GMS.

Dans la foulée, un accord a été trouvé avec les OP Lactalis pour remonter le prix à 280 €/1 000 l en août puis progressivement jusqu'à 300 €/1 000 l en décembre.



AUTOMNE

Automne et sec en France

manifesté plus ou moins
dans l'Ouest et à partir
de la Bretagne, souvent couplée
à la sécheresse, a desséché
les récoltes que les épis n'étaient
pas mûrs pour ceux semés
tardivement et la qualité
des récoltes est en baisse et
les conditions ne permettent
pas de faire la soudure
pour les prochaines
récoltes.



Plan européen d'incitation à la réduction volontaire des livraisons

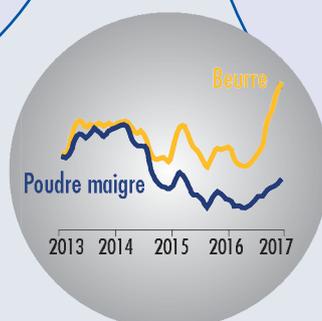
Dans le cadre d'un plan d'aide annoncé en juillet 2016, la Commission européenne a affecté 150 millions € à un soutien inédit à une réduction volontaire de la production. Les éleveurs ont pu s'inscrire pour recevoir à partir d'octobre une aide de 14 ct/kg de lait non produit par rapport à l'année précédente (dans la limite de 1,07 million t). La France y a ajouté une aide supplémentaire de 10 ct/kg pour les 5 premiers % de réduction. Près de 52 000 éleveurs européens dont 13 000 français se sont inscrits dès la 1ère tranche pour un volume représentant 2,9% de la collecte européenne du 4^{ème} trimestre 2015. Même s'il a surtout financé des réductions de production déjà programmées, ce plan d'aide a contribué au reflux de la collecte européenne fin 2016.

Chute de la collecte française

Conséquence d'une année fourragère médiocre et de trésoreries exsangues, la production laitière française a chuté à l'automne. La décapitalisation a été moins marquée qu'en 2015 et ne s'est pas accentuée en fin d'année mais le cheptel est quasiment retombé fin 2016 à son plus bas niveau enregistré en 2012.

Redressement contrasté des cours des produits laitiers

Le ralentissement puis le reflux de plus en plus net de la collecte européenne à partir de l'été ont permis un certain rééquilibrage de l'offre et de la demande de produits laitiers. Les cours se sont sensiblement redressés mais si les prix des matières grasses ont rebondi de 75% dépassant fin 2016 les records de 2013 grâce à une bonne demande européenne et internationale, ceux des protéines restent très loin. Ils pâtissent d'une demande moins dynamique et de la présence de stocks d'intervention conséquents.



2

PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

Chute de collecte et dégradation de l'excédent commercial

2016 aura été une nouvelle année de crise pour les éleveurs français. La maîtrise des volumes par les transformateurs a contribué à limiter la chute du prix du lait en début d'année mais la reprise des cours des matières grasses en fin d'année a aussi eu moins de répercussions positives. Aux difficultés économiques devenues criantes après deux ans de prix bas s'est ajoutée une mauvaise année fourragère qui a fait chuter la collecte en fin d'année, sans toutefois occasionner une décapitalisation massive.

Le net repli de la collecte au 2nd semestre a affecté la production de commodities qui avait fortement grimpé à partir de 2014. Mais les fabrications de produits frais et de fromages ont aussi reculé, d'autant plus que les achats de produits laitiers des ménages français ont sensiblement fléchi. Cette baisse de la demande intérieure a limité le repli des exportations, mais l'excédent commercial laitier français s'est tout de même nettement dégradé avec l'Union européenne. Dans le contexte de l'après quota, l'excédent laitier français repose toujours plus sur les Pays tiers.

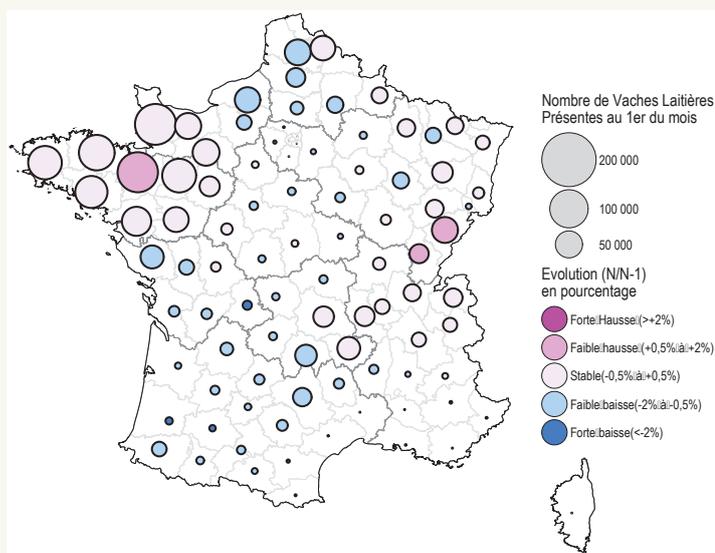


-693 000 tonnes,

C'est la baisse de la collecte française par rapport à son niveau record de 2015 (après correction de l'effet année bissextile).

CHEPTEL 2016

CHEPTEL DÉPARTEMENTAL LAITIER ET ÉVOLUTION - 1^{ER} JANVIER 2017



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SPIE-NORMABEV - Actualisation février 2017. Cartographie Cartes & Données - © Artique

Poursuite de la lente décapitalisation initiée en 2015

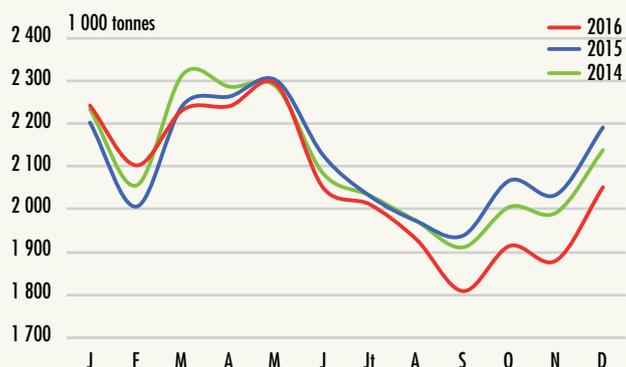
Bien que la crise laitière se soit prolongée en 2016 et que l'année fourragère ait été médiocre, le cheptel national n'a pas décroché. Au contraire, la décapitalisation a légèrement ralenti. En baisse de 0,8% /2015 en début d'année, le cheptel laitier termine 2016 en repli de 0,5% (-18 000 vaches). Les réformes ont été plus nombreuses tout au long de l'année mais les éleveurs ont aussi intégré davantage de génisses. Après deux années de décapitalisation, le cheptel est retombé à 3,79 millions de têtes, 1% au-dessus de son plus bas niveau atteint en 2012.

Le cheptel a fortement diminué dans le **Sud-Ouest** (-4,2%/2015), poursuivant un déclin initié dans les années 2000 et expliquant l'essentiel de la forte baisse de la collecte dans ce bassin (-5,0%). Le cheptel a aussi nettement reculé en **Auvergne-Limousin** (-1,6%) où la baisse de collecte (-4,9%) a en outre été accentuée par un repli sensible du rendement annuel moyen (-2,3%). Le bassin **Nord-Picardie** cumule également un net recul du cheptel, accéléré en fin d'année (-2,2%), et des rendements en baisse significative (-2,1%). Le rendement s'est mieux maintenu en **Charentes-Poitou** (-1,2%), mais le cheptel y est en repli de 2,8% fin 2016 et la collecte annuelle y a reculé de 3,1%.

Au contraire, le cheptel a été maintenu en **Normandie** où la collecte a d'ailleurs peu reculé (-0,5% /2015) ainsi que dans le **Grand-Est** où la collecte a tout de même chuté de 4,4% suite à une forte baisse des rendements. Enfin l'effectif de vaches a légèrement progressé dans le **Grand-Ouest** (+0,8%) même si la collecte a reflué (-2,0%) pour cause de recul de 2,4% du rendement moyen annuel.

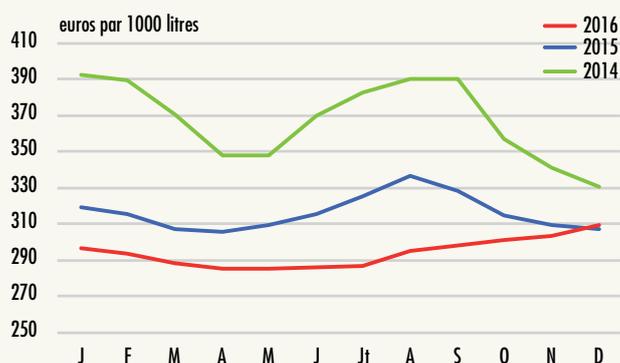
COLLECTE ET PRIX 2016

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN FRANCE



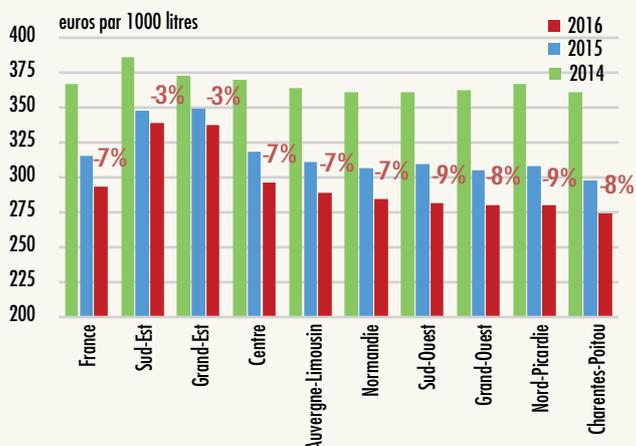
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE (32 G DE TAUX PROTÉIQUE ET 38 G DE TAUX BUTYRIQUE)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

PRIX DU LAIT STANDARD EN FRANCE DANS LES BASSINS LAITIERS ET ÉVOLUTION N/N-1



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La maîtrise des volumes par les transformateurs a limité le dynamisme de la collecte, avant que la médiocre année fourragère et les difficultés économiques des éleveurs ne fassent chuter les rendements en fin d'année. Le prix du lait a moins fluctué qu'en Europe du Nord mais affiche un nouveau recul.

Décrochage de la collecte en fin d'année

À 24,8 millions de tonnes, la collecte laitière française enregistre une baisse de 2,5 % /2015 (-620 000 t). Après une timide progression au 1^{er} trimestre (+2%) et un reflux modéré en milieu d'année (-2%), elle a fortement chuté au 4^{ème} trimestre (-7%), retombant à son plus bas niveau des 5 dernières années.

D'abord contenue par les transformateurs (application stricte des volumes contractuels ou atténuation de la baisse du prix en échange d'une réduction des livraisons), la production a ensuite souffert d'une météo défavorable et des difficultés économiques des éleveurs. Le printemps très humide dans le Nord, l'Est et le Massif Central a pénalisé le pâturage, les premières fauches et la levée des maïs. Puis la sécheresse a limité la repousse de l'herbe à l'automne et compromis la croissance et la qualité des maïs, conduisant à des stocks fourragers à la fois restreints et de médiocre qualité. Par ailleurs, les trésoreries exsangues et des dettes fournisseurs souvent conséquentes après deux ans de prix bas, ont contraint les éleveurs à réduire le recours aux concentrés. Pour beaucoup, l'aide à la réduction volontaire de production proposée pour le dernier trimestre a surtout été une opportunité de soulager les trésoreries moyennant une baisse de production qui aurait eu lieu quoi qu'il en soit.

Chute des rendements

Si le potentiel de production a été relativement préservé, malgré une légère accélération des cessations laitières, le rationnement et la piètre qualité des fourrages ont affecté la productivité des vaches, notamment au 2nd semestre. Le rendement moyen journalier est ainsi tombé à l'automne à son plus bas niveau depuis 2010 alors qu'il avait atteint des records en 2015. La production moyenne par vache calculée sur l'année a baissé de près de 2% à 6 600 kg.

Nouvelle baisse du prix du lait avec d'importants écarts inter-entreprises

Corollaire de la maîtrise des volumes, le prix du lait a sensiblement moins reculé au 1^{er} semestre en France que chez nos voisins d'Europe du Nord. Mais il s'est aussi redressé beaucoup plus mollement au 2nd semestre. En moyenne sur l'année, le prix du lait standard (38-32) s'est établi à 294 €/1 000 l, 22 € de moins que le niveau déjà bas de 2015 (-7%) et 19 € au-dessus de son plus bas niveau de 2009.

Le prix du lait calculé pour une valorisation beurre et poudre maigre a fortement chuté au 1^{er} semestre mais il s'est nettement rétabli au 2nd. En moyenne annuelle, il a progressé de 2%/2015 sur le marché européen (235 €/1 000 l) et est resté proche de son niveau 2015 sur le marché mondial (222 €/1 000 l).

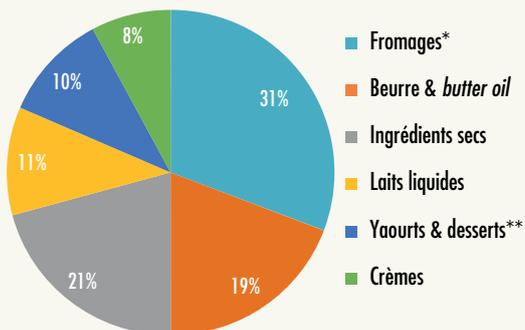
Les écarts de prix du lait ont continué à se creuser entre bassins et restent élevés entre laiteries. Selon l'observatoire de *l'Éleveur laitier*, le prix moyen 2016 pour un lait standard de très bonne qualité s'est échelonné entre 279 et 330 €/1 000 l, un écart de 51€, proche de celui de 2015. Les laiteries les plus exposées au marché des ingrédients laitiers ou produisant des produits peu différenciés enregistrent les plus fortes baisses : supérieures à -25 € pour Lactalis, Sodial, Savencia et La prospérité fermière et même à -30 € pour Agrial-Eurial. À l'opposé, le nouveau système de fixation des prix chez Danone a nettement limité la baisse, de même que les ristournes versées par Terrena, Even et Triskalia. Plusieurs PME positionnées sur les PGC ont aussi moins baissé leur prix, qui restent les plus élevés en 2016, d'autant plus lorsqu'elles fournissent des marchés de niche.

¹ Suite à une modification méthodologique, FranceAgriMer a redressé à la hausse les séries de prix du lait. Pour l'ensemble de l'année 2015, le prix moyen du lait standard a ainsi été révisé à 316 €/1 000 l au lieu de 308 €.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

COLLECTE ET FABRICATIONS 2016

UTILISATION DE LA COLLECTE FRANÇAISE (% DE LA MSU COLLECTÉE EN 2016)

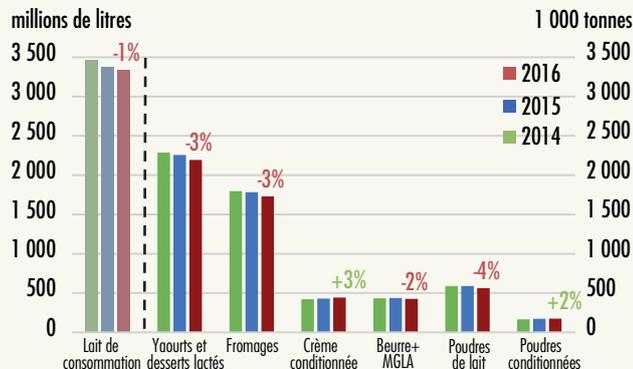


* hors fromages blancs

** y compris fromages blancs

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer, Eurostat et CNIEL

FABRICATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Le recul de la collecte, très marqué fin 2016, s'est traduit par une baisse des fabrications pour presque toutes les familles de produits. Les produits industriels sont les plus touchés mais les PGC ont aussi pâti d'une demande intérieure déprimée.

Moins de produits frais

Les fabrications de produits frais ont reculé face à la baisse de la demande domestique. Les fabrications de laits conditionnés ont été vives au 1^{er} semestre, tirées par d'importants envois vers la Chine, mais elles ont chuté ensuite. Les fabrications de yaourts et desserts frais ont reculé de 3% et celles de fromages blancs de 5%. Ensemble, ces 3 familles de produits ont représenté un peu plus de 10% de la collecte.

Les fabrications de crème de consommation sont les seules à afficher une progression sur l'année grâce à un très fort dynamisme en début d'année pour les crèmes allégées et longue conservation.

Repli des fabrications fromagères

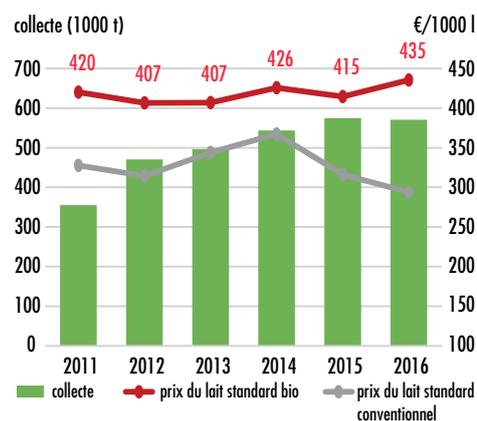
Les fabrications de fromages (hors fromage blanc) ont reculé de 2% /2015 sur l'année, tombant à 1 223 000 tonnes. Elles ont de nouveau utilisé 30% de la collecte française et la France reste le 2^{ème} producteur européen de fromages derrière l'Allemagne avec 19% des fabrications européennes. Toutes les catégories de fromages ont été concernées par la baisse à l'exception des pâtes filées type mozzarella et des fromages fondus produits à partir de caillé qui ne représentent toutefois que respectivement 5% et 2% de la MSU destinée aux fromages.

Moins d'ingrédients secs et de matières grasses laitières au 2nd semestre

Dynamiques en 2015 et début 2016 pour écouler le surplus de lait, les fabrications de beurre, poudre maigre et de poudres grasses ont chuté de respectivement 9%, 14% et 4% au 2nd semestre. Le conditionnement de poudres infantiles est en revanche resté dynamique (133 000 t sur l'année, +8% /2015) pour alimenter une vive demande à l'export.

Au total, 71% de la collecte ont été transformés en produits de grande consommation. La part des produits industriels (y compris les laits et crèmes exportés en vrac) a ainsi reculé de 1% avec le recul des disponibilités nationales face à une demande européenne et internationale encore convalescente.

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET PRIX DU LAIT BIOLOGIQUE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Toujours plus d'engouement pour le lait bio

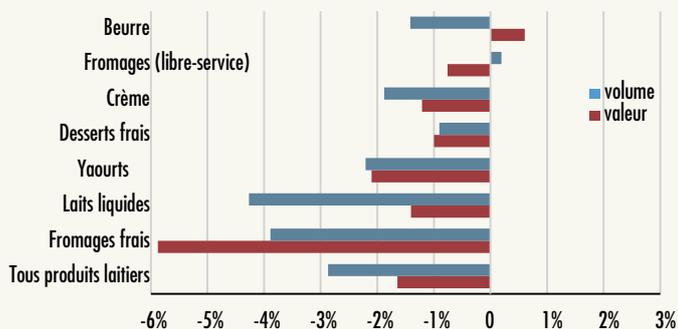
En 2016, 2 230 exploitations ont livré en moyenne 256 000 l de lait bio soit au total 2,5% de la collecte nationale de lait de vache. La crise qu'a connue la filière laitière conventionnelle ces deux dernières années a conduit à un boom de conversions à l'agriculture biologique, d'autant que de nombreux collecteurs et transformateurs laitiers sont à la recherche de volumes supplémentaires et soutiennent ces démarches. 720 éleveurs laitiers s'y sont engagés en 2016, représentant une augmentation de l'ordre de 30% du cheptel laitier en Agriculture biologique.

Le dynamisme de la demande de produits laitiers bio ne se dément pas et a permis au prix du lait bio de se maintenir à un bon niveau, près de 50% au-dessus du prix conventionnel en 2016. D'autant plus que la collecte a faibli dans le courant de l'année avant de décrocher plus fortement que celle de lait conventionnel sur les 4 derniers mois (-13% /2015), les systèmes herbagers ayant été très pénalisés par la mauvaise pousse de l'herbe à l'automne.

La durée des conversions étant de 1,5 à 2 ans, le boom de conversions de 2015 et 2016 ne s'est pas encore répercuté sur la collecte de lait bio mais pourrait se traduire par une hausse sensible en 2017 et 2018, les conditions climatiques restant toutefois un facteur majeur dans l'évolution des volumes.

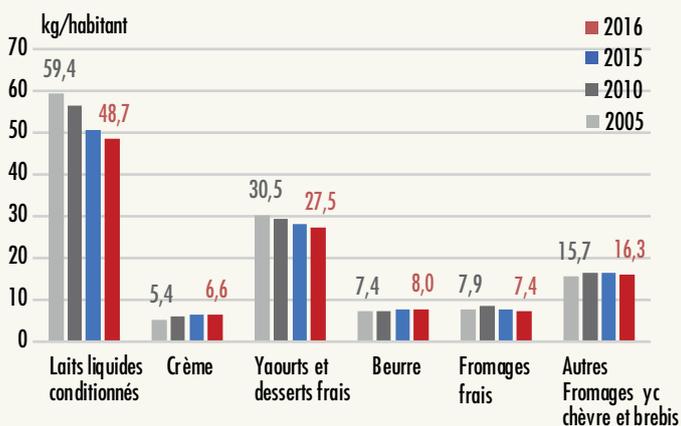
CONSOMMATION 2016

ÉVOLUTION DES VENTES ANNUELLES DE PRODUITS LAITIERS EN GMS (% /2015)



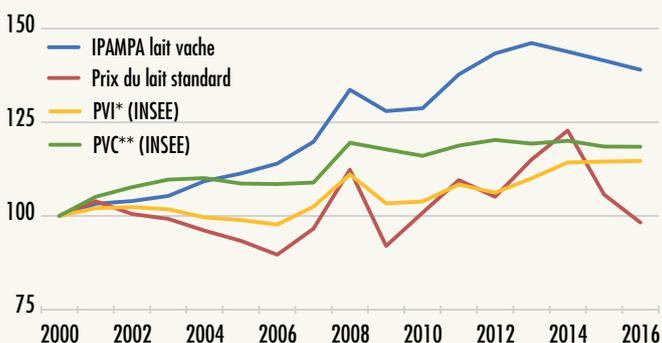
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après IRI-Cniel

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION INDIVIDUELLE DE PRODUITS LAITIERS EN FRANCE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel, Eurostat et FranceAgriMer

INDICES DU PRIX DU LAIT ET DES PRODUITS LAITIERS (100 EN 2000)



*PVI = Prix de Vente Industriel

**PVC = Prix de Vente aux Consommateurs

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INSEE & SSP

La demande française a sensiblement fléchi en 2016.

Les achats de produits laitiers des ménages ont reculé en volume comme en valeur et la consommation individuelle apparente a diminué pour toutes les grandes catégories de produits.

Baisse marquée des achats des ménages, seuls les fromages résistent

En 2016, les ventes de produits laitiers en libre-service des GMS ont reculé de 3% /2015 en volume et près de 2% en valeur d'après les données IRI-CNIEL, soit une baisse deux fois plus forte que l'an dernier.

Le repli tendanciel des achats de laits liquides s'est accentué (-4% /2015), la vive progression des laits spéciaux (+5%) étant loin de compenser le recul sur les autres catégories. Le lent déclin des achats d'ultra-frais amorcé en 2011 s'est poursuivi : -4% pour les fromages frais et -2% pour les yaourts. Les ventes de desserts lactés résistent un peu mieux mais s'érodent de près de 1% en volume.

Les achats de matières grasses, qui commençaient à s'essouffler fin 2015, ont sensiblement baissé en 2016, notamment au 2nd semestre : les achats de beurre ont légèrement progressé en valeur (+2%) grâce à une hausse des prix de vente mais ils ont baissé en volume (-1%), la hausse des achats de beurres doux qualitatifs ne compensant plus la baisse des autres catégories. Les achats de crème ont reculé de 2%, ceux de crème UHT ne progressant plus contrairement aux années précédentes.

Seules les ventes de fromages se sont maintenues en volume, enregistrant tout de même un repli de 1% en valeur. Les achats de fromages type mozzarella sont restés très dynamiques (+5%), de même que ceux de fromages fondus (+2%). Ceux de pâtes pressées se sont maintenus mais ceux de pâtes molles et persillées ont baissé de respectivement 3% et 2%.

Poursuite de l'érosion de la consommation individuelle

D'après nos estimations par bilan, la consommation par habitant de laits liquides conditionnés a poursuivi son repli en 2016 à 48,7 kg/habitant (-4% /2015). Elle a baissé de 10 kg en 10 ans. De même, la consommation de yaourts et desserts frais, en progression jusqu'en 2007 pour culminer à 30,7 kg/hab., tend à s'éroder depuis. Elle a encore reculé de 3% en 2016, à 27,2 kg.

La consommation de fromages est aussi à la peine : celles de fromages frais incluant les fromages blancs est retombée à 7,4 kg en 2016 (-3% /2015). Celle des autres fromages (tous laits confondus) a reculé de 3% /2015 à 16,3 kg/hab.

Seule la consommation de matières grasses reste ferme : celle de crème a progressé d'un peu moins de 1% à 6,8 kg/hab. et celle de beurre s'est maintenue à 8,0 kg/hab. en 2016.

Pas de baisse de prix en aval de la filière

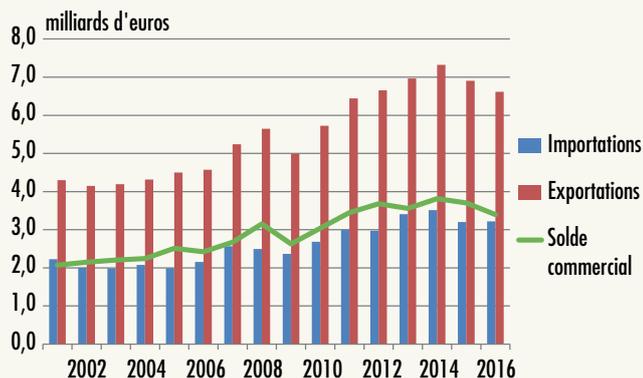
Le prix du lait à la production a chuté de 7% /2015 et de 20% /2014 alors que dans le même temps l'IPAMPA n'a baissé que de respectivement 2% et 3%. Cette chute a été favorisée par l'érosion des volumes vendus sur le marché domestique. La valorisation en beurre et poudre maigre a joué très négativement en début d'année, mais elle s'est vivement redressée fin 2016.

Les prix au stade de gros et de détail n'ont eux quasiment pas bougé. Alors que la filière entrait dans une 2^{ème} année de crise de surproduction, les distributeurs semblent avoir quelque peu allégé leur pression baissière lors des négociations commerciales avec les transformateurs. Par la suite, le redressement des cours des commodités a limité la pression malgré le recul des ventes. Selon l'INSEE, les prix de vente sortie usine ont ainsi légèrement progressé et les prix de vente aux consommateurs se sont maintenus, le recours à des produits d'importation bon marché ayant été plutôt limité.

2 PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS

COMMERCE EXTÉRIEUR 2016

COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRODUITS LAITIERS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Cniel & SSP

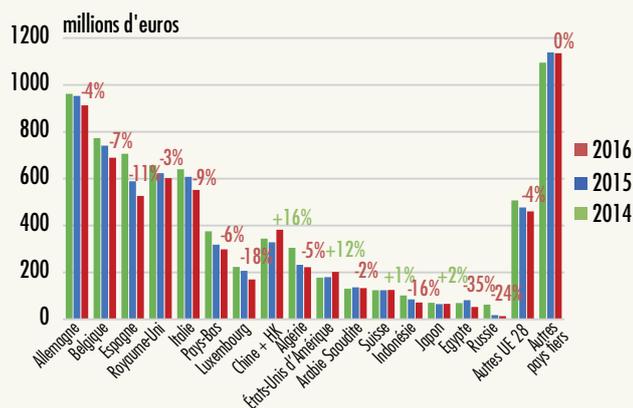
En 2016, les exportations françaises ont été pénalisées par l'encombrement sur le marché européen puis par le manque de disponibilités. L'excédent commercial français a chuté et repose désormais pour plus des 2/3 sur les pays tiers.

Nette dégradation de la balance commerciale avec les pays de l'UE

En 2016, l'excédent commercial français a chuté de 8% à 3,4 milliards d'euros, son plus bas niveau depuis 2010. D'un côté, les importations se sont maintenues en valeur à 3,22 milliards d'euros malgré une hausse de 3% en volume de MSU. De l'autre, les exportations ont reculé de 1% en volume et de 4% en valeur à 6,62 milliards d'euros, compte tenu des baisses de tarifs sur les protéines laitières.

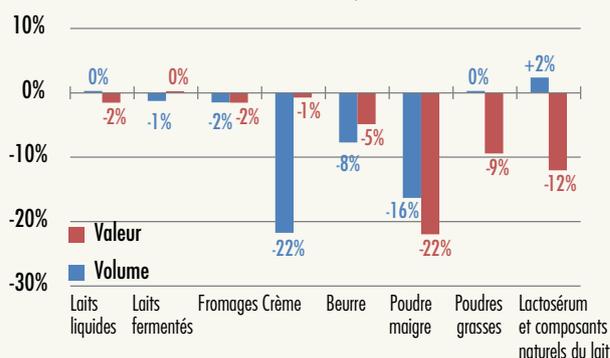
La balance commerciale avec les pays de l'UE s'est fortement dégradée tombant à 1,08 milliard d'euros (-23% /2015). Non seulement ils ont moins importé de produits français (-8% en volume et -7% en valeur) mais ils ont davantage exporté vers la France (+4% en volume et +1% en valeur). Au contraire, le solde commercial a légèrement progressé avec les pays tiers, la France ayant réduit ses achats (-13% en valeur) et augmenté ses exportations de 1% en valeur via une forte hausse

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE PRODUITS LAITIERS SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES EN 2016 (% SUR 2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

des volumes expédiés (+15% en MSU). La valeur des envois a notamment vivement progressé vers la Chine et les États-Unis. La France a ainsi réalisé 68% de son excédent commercial avec les pays tiers contre 62% en 2014 et 2015.

Difficulté d'exporter sur un marché européen chargé et concurrentiel

Après avoir chuté en 2015, le solde commercial s'est nettement redressé pour les laits liquides (+22% /2015), du fait du fort reflux des importations de lait, vrac comme conditionné (-27% /2015 en volume et -25% en valeur). La valeur des exportations n'a, elle, fléchi que de 2%, le triplement des envois de laits conditionnés vers la Chine compensant quasiment la baisse des exportations de lait vrac et conditionné au sein de l'UE (respectivement -9% et -14%).

Le solde commercial s'est également redressé pour les laits concentrés, les importations ayant davantage reculé que les exportations. Pour les laits fermentés, la balance commerciale s'est maintenue au bas niveau de 2015, malgré le fléchissement de 3% du solde intra-UE.

Les fromages n'ont pas été épargnés : les exportations ont reculé de 2% en volume comme en valeur. Le solde commercial a reflué de 4%, malgré une progression de 2% avec les pays tiers (États-Unis, Chine, Japon), notamment en raison du fort recul des exportations de fromages frais et fondus au sein de l'UE et d'une pression plus forte des importations d'emmental, cheddar et gouda.

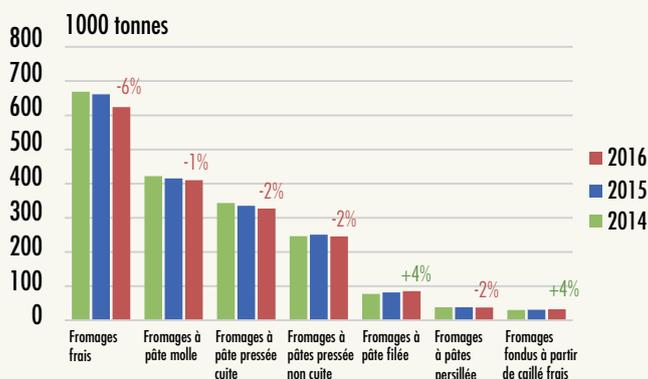
Le commerce extérieur de matières grasses s'est également détérioré. Le solde s'est sensiblement amélioré avec les pays tiers grâce à des envois accrus vers la Chine, l'Arabie saoudite, les États-Unis, l'Indonésie et le Japon. Mais il s'est fortement dégradé avec quasiment tous les partenaires européens pour le beurre comme pour la crème.

Fort recul des recettes liées aux ingrédients secs

Les exportations de poudre maigre ont chuté de 16% /2015 en volume face à la réduction des fabrications et à une demande poussive. Le fort repli résulte aussi de ventes massives à l'intervention (66 000 tonnes) sur les 9 premiers mois de 2016 où elle constituait le débouché le plus avantageux. En valeur, elles ont reculé de 23%. Les exportations des autres ingrédients secs se sont maintenues (poudres grasses) ou ont progressé en volume (+5% pour les poudres de lactosérum et +72% pour les caséines) mais se sont sensiblement dégradées en valeur.

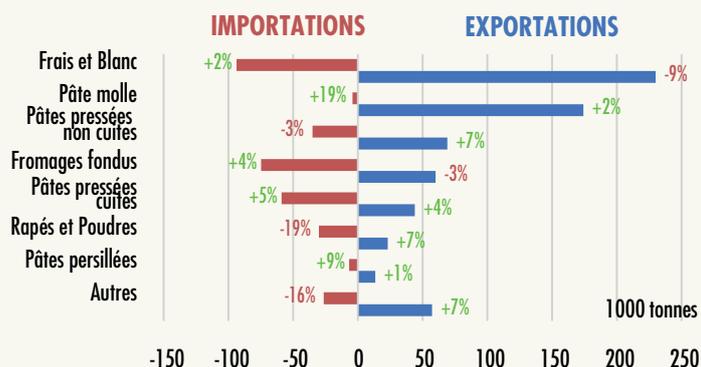
FROMAGES FRANÇAIS

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES PAR TYPE



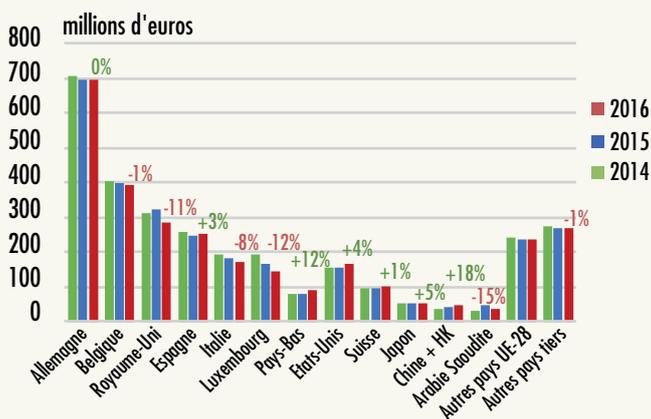
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

COMMERCE EXTÉRIEUR DES FROMAGES FRANÇAIS PAR TYPE EN 2016 ET ÉVOLUTION (% /2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS FRANÇAISES DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Malgré la baisse des fabrications, les exportations de fromages se sont plutôt bien tenues et les importations sont restées maîtrisées, mais le solde commercial en valeur s'est nettement dégradé avec l'Union européenne.

Recul des fabrications

Pénalisées par le recul des disponibilités en lait et par une consommation domestique atone, les fabrications de fromages ont reculé de 53 000 tonnes (-3% /2015), la baisse étant un peu moindre en termes de MSU utilisée (-2%). En effet, le plus fort repli concerne les fromages frais (-37 000 t ou -6%) qui représentent 35% des fabrications fromagères, mais seulement 14% de la MSU dédiée aux fromages.

Les fabrications de tous les types de fromages ont reculé, à l'exception des pâtes filées (+4%) tirées par une demande encore dynamique de mozzarella, et des fromages fondus produits à partir de caillé frais (+4%). Les fabrications de pâtes persillées ont reculé de 2%. Celles de pâtes molles se sont repliées pour la 3^{ème} année consécutive (-1% et même -4% pour le camembert) pénalisées par la désaffection des consommateurs ; elles représentent tout de même encore 27% de la MSU dédiée aux fromages.

Les fabrications de pâtes pressées cuites et non cuites (respectivement 29% et 19% de la MSU dédiées aux fromages) ont reculé de 2%. Les fabrications d'edam, gouda et mimolette ont progressé de près de 5%, mais celles d'emmental et de fromages OP françaises (hors Beaufort) ont sensiblement baissé.

Chute de l'excédent commercial avec l'UE

En 2016, le solde commercial sur les fromages a reculé de 4% /2015. À 1,60 milliard d'euros, il a toutefois contribué à hauteur de 47% à l'excédent commercial laitier français (45% en 2015). D'un côté les exportations se sont repliées de 2% à 2,69 milliards d'euros, de l'autre, les importations ont gagné 1% à 1,35 milliard d'euros. La valeur moyenne des fromages importés a légèrement progressé à 4 100 €/t alors que celle des fromages exportés s'est maintenue un peu au-dessus de 4 400 €/t : 4 090 €/t au sein de l'UE et 5 900 € (+3%) vers les pays tiers.

Le solde commercial s'est nettement dégradé avec l'Union européenne (-7% /2015) retombant sous le milliard d'euros, mais il a progressé de 2% avec les pays tiers. Destinataires de près du ¼ des exportations françaises de fromages en valeur, ceux-ci ont contribué à hauteur de 39% à l'excédent commercial fromager contre 37% en 2015.

Nette dégradation des échanges de fromages frais

Près de 60% de l'excédent commercial français provient des échanges de pâtes molles. Les exportations ont progressé de 2% /2015 en volume (170 000 t) comme en valeur (941 millions €), notamment vers l'Allemagne, notre premier client, ainsi que vers le Royaume-Uni et l'Espagne, ces trois pays représentant près de la moitié des exportations françaises.

Les deuxièmes plus forts contributeurs sont les fromages frais (incluant la mozzarella) dont le solde commercial a chuté de 111 millions € à 214 millions € en 2016 (-34%). Les exportations ont baissé (-13%) vers l'UE (87% des volumes) comme vers les pays tiers, et les importations ont augmenté (+8%).

3^{ème} contributeur, le solde des échanges de fromages fondus a progressé de 11% à 210 millions €. Non seulement la France en a importé moins et meilleur marché, mais elle en a exporté bien plus vers les pays tiers (+55 000 t, +23%), en particulier aux États-Unis, au Japon, en Corée et en Chine, à des tarifs toutefois en nette baisse (-9%).

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

Quand rien ne va...

En 2016, la baisse supplémentaire du prix du lait a aggravé la situation économique de nombreux éleveurs. Ni les exploitations de polyculture élevage, ni celles avec des ateliers viande n'ont pu limiter les dégâts. A la morosité des prix touchant toutes ces filières, sont venues s'ajouter les affres d'une année climatique particulièrement perturbée. Un printemps excessivement humide puis un été caniculaire sur une grande partie de la France ont conduit à des rendements faibles ou/et des qualités médiocres pour la plupart des grandes cultures, des prairies et des maïs ensilage. Les trésoreries, déjà exsangues, n'ont pas permis l'achat de fourrages ou de concentrés pour maintenir le niveau de production. Cette situation a provoqué une chute de la collecte sur les derniers mois de l'année (un tiers des producteurs a souscrit au plan de réduction volontaire de la collecte). Et, hormis pour les systèmes à forte valorisation du lait, les revenus plongent, avec, pour la première fois, des moyennes négatives.



ESTIMATIONS DES REVENUS 2016

Peu de systèmes épargnés

Si les systèmes laitiers des montagnes de l'Est connaissent un léger fléchissement du revenu (essentiellement pour raisons climatiques) ils restent incontestablement les systèmes les plus rémunérateurs avec, en moyenne, un revenu courant de 27 000 €/UMO exploitant. Ils sont suivis par les systèmes « bio » de plaine, également pénalisés sur le plan fourrager, mais le prix du lait à la hausse leur confère une quasi stabilité de revenu. Dans les massifs montagneux et piémonts du Sud, le lait pour majorité hors Signe officiel de Qualité et d'Origine (SIQO) est un peu mieux valorisé qu'en plaine et l'évolution des aides PAC un peu plus favorable. Cependant avec des ateliers de plus petite dimension (lait/UMO), le résultat courant peine à atteindre 6 000 €/UMO exploitant.

La moitié des revenus négatifs en plaine

En zone de plaine, c'est la double voire la triple peine : prix du lait, cultures et viande bovine tirent de concert les revenus vers le bas. D'un niveau à peine positif (2 400 €/UMO exploitant) pour les systèmes mixtes lait viande, le revenu moyen est nul pour les laitiers spécialisés et sombre à -10 000 €/UMO exploitant pour les systèmes avec cultures de vente. Ainsi la moitié de ces éleveurs aurait obtenu un résultat courant négatif.

FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

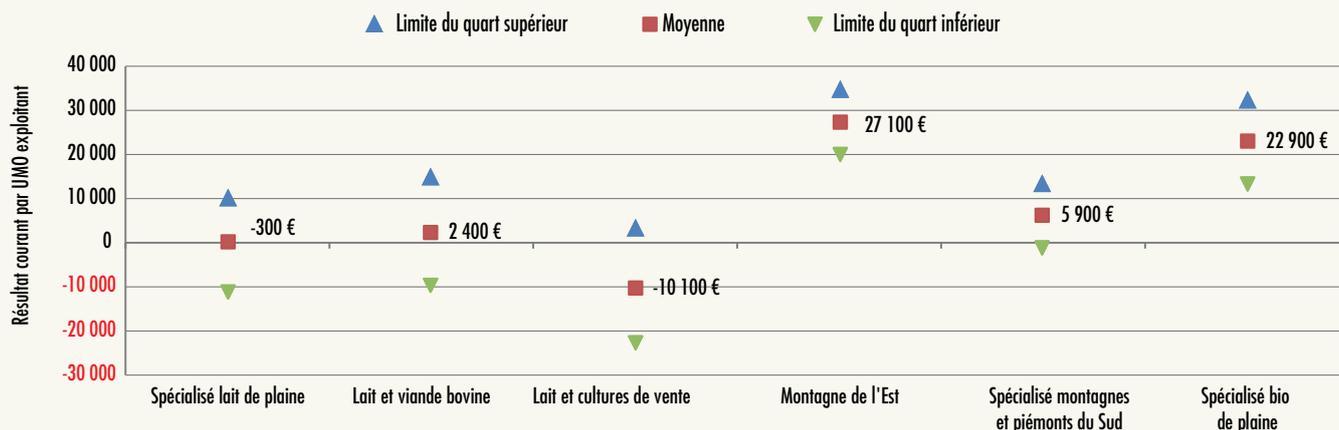


La base nationale des Réseaux d'élevage compte 450 exploitations laitières en 2016 dont 300 constituent le socle national. Celui-ci couvre la diversité des systèmes bovins lait français mais les fermes suivies présentent une efficacité et une dimension supérieures à la moyenne française.

Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-viande.html>
 ⇒ onglet Réseaux d'élevage

RÉSULTATS COURANTS 2016

Estimation des Résultats Courants (RC) des principaux systèmes Bovins Lait et variabilité intra système en 2016.



Sources : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG - EILYPS

DES DIFFICULTÉS CONJONCTURELLES ET STRUCTURELLES

En dépit d'un prix du lait légèrement supérieur à celui de 2009 (+6 €/1 000 l) et d'une productivité de la main-d'œuvre plus élevée qu'alors (+60 000 l par UMO), le revenu 2016 des éleveurs laitiers spécialisés de plaine est 12 000 €/UMOex en dessous.

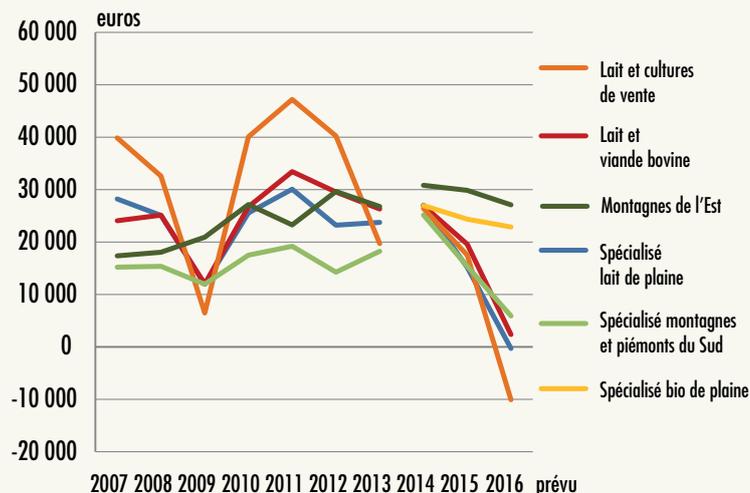
Une perte d'efficacité

Ces éleveurs ont augmenté en moyenne de 35 % en 8 ans leur livraison annuelle. Dans le même temps, l'augmentation des charges (IPAMPA), les changements dans la façon de produire et une baisse des soutiens publics (-26 €/1 000 l) ont entraîné une baisse de l'efficacité économique (EBE/Produit Brut) de 44 €/1 000 l (-8%). Le prix du lait est évidemment une composante essentielle de l'efficacité et du revenu. Pour les éleveurs bio de plaine et les producteurs des montagnes de l'Est, il permet ainsi de résister à une année fourragère difficile qui a pénalisé les volumes de lait produit et engendré quelques surcoûts. Cependant, la maîtrise des charges de fonctionnement (alimentation et mécanisation notamment) est tout aussi indispensable. Ainsi, parmi les éleveurs spécialisés de plaine, les meilleurs résultats courants (quart supérieur) correspondent à un ratio EBE/PB moyen de 32,5%, soit le double de ceux du quart inférieur. Cet écart est essentiellement dû à une différence sur les charges courantes, les produits étant quasiment identique. Entre 2009 et 2016 les charges opérationnelles ont progressé de 25 €/1 000 l dont 12 € sur le seul poste coût de l'alimentation de l'atelier laitier (approche coût de production). Ce constat est largement transposable à la majorité des autres systèmes de production.

Un niveau d'endettement parfois très élevé

Le niveau d'investissement, fruit de la politique menée pour développer ou moderniser l'outil de travail, a aussi un impact sur le résultat. Il peut être considérable et il s'inscrit toujours dans la durée. Les prix du lait 2013 et 2014 ont encouragé les accroissements de volume. Les éleveurs qui ont beaucoup investi peuvent être aujourd'hui doublement touchés par une perte d'efficacité économique et un niveau d'endettement élevé. Hors montagnes de l'Est et bio de plaine, tous les éleveurs dans le quart inférieur des résultats courants ont un niveau d'annuité/EBE supérieur à 100 %, ce qui laisse présager des situations plus qu'alarmantes. Cela contraint à rechercher et adapter des stratégies dans la conduite des exploitations : réduction des achats (appro), moindre recours à certains services (appui technique) et annulation ou report d'investissements... Des décisions parfois radicales sont prises. Si certaines sont nécessaires, d'autres peuvent compromettre l'équilibre de l'exploitation à moyen terme.

EVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVINS LAITIERS

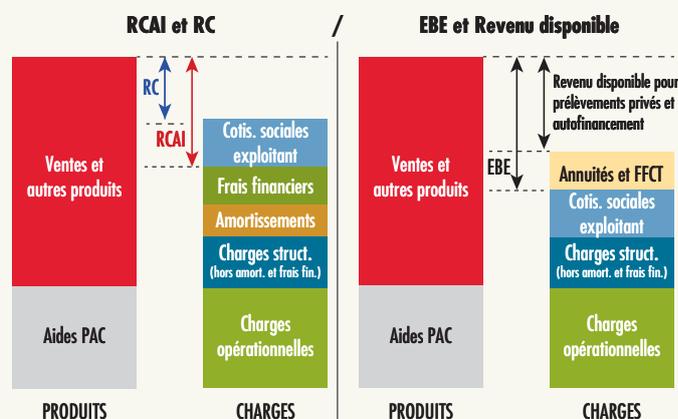


La discontinuité entre 2013 et 2014 illustre le changement d'échantillon.
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG - EILYPS

BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2016 ET METHODOLOGIE

Les données de 280 exploitations issues du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage bovins laitiers ont été agrégées à celles de 18 élevages en agriculture biologique transmises par l'AFOCG (*) pour réaliser les estimations des revenus 2016. Elles sont réalisées à structures constantes à partir des résultats observés en 2015 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...) auxquels sont appliqués des indices d'évolution pour 2016. Ces derniers peuvent avoir des origines diverses et variées : IPAMPA (charges), ARVALIS (rendements et prix grandes cultures), GEB (prix du lait et de la viande bovine), INOSYS Réseaux d'élevage (données régionales)... Cette estimation porte désormais sur le résultat courant (et non plus le RCAI) qui prend aussi en compte les amortissements et les frais financiers mais également une estimation des cotisations sociales. C'est une approche comptable qui n'inclut pas le capital d'emprunt remboursé. Le résultat courant est généralement inférieur au revenu disponible calculé par l'analyse de la trésorerie. (*) Association de Formation Collective à la Gestion.

INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAI : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

LEXIQUE

- charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant (UMOex) : unité de main-d'œuvre exploitant, correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

3

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT SPÉCIALISÉ DE PLAINE

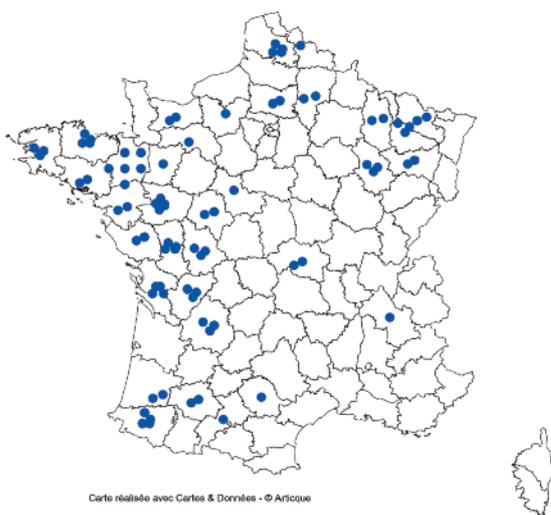
Un revenu négatif pour plus de la moitié des exploitations du réseau INOSYS



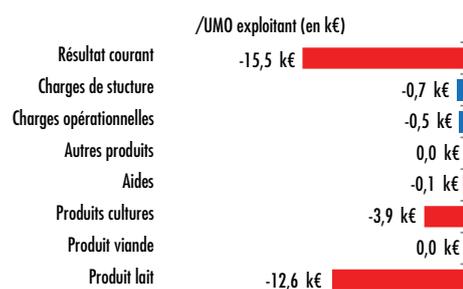
DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 1,8 UMO exploitant
- 100 ha de SAU dont 72 ha de SFP
- 78 vaches laitières/597 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 83 EXPLOITATIONS



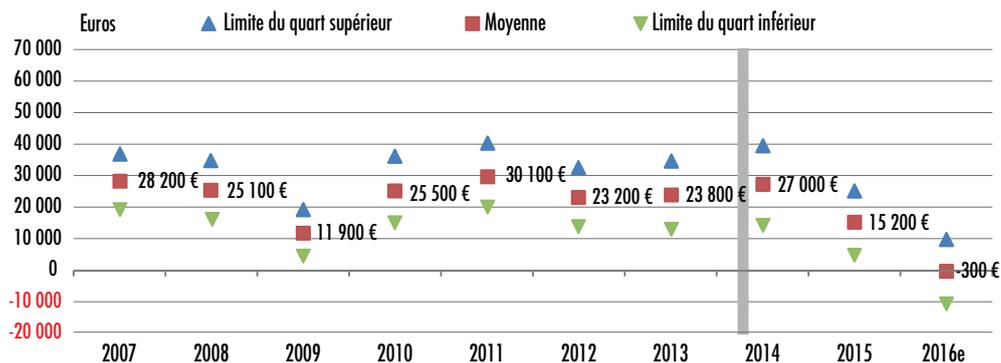
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et
variabilité annuelle



Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Dans les exploitations spécialisées de plaine, le résultat courant estimé pour 2016 est en moyenne en baisse de plus de 15 000 €/UMOex par rapport à l'année 2015. L'impact de la crise est plus sévère qu'en 2009 de par son intensité plus élevée et sa durée plus longue. Avec des structures de plus grande dimension, les exploitations sont aussi plus fragiles qu'alors car souvent plus endettées.

La baisse du prix du lait : premier facteur explicatif

Dans ces exploitations où l'essentiel du revenu est assuré par la production laitière, la baisse de prix du lait de 26 €/1 000 litres génère une perte de produit de 12 600 € par unité de main-d'œuvre.

Le produit des cultures également en baisse

Les résultats de ce groupe d'exploitations sont également impactés par une conjoncture céréalière 2016 particulièrement défavorable. La baisse des rendements et du prix des cultures de vente entraînent une diminution du produit de plus de 3 800 €/UMOex.

Le printemps a été correct à l'Ouest et humide à l'Est au point de pénaliser les récoltes d'herbe. La sécheresse et les fortes températures estivales ont également impacté les quantités et la qualité des maïs. Les conséquences se mesureront sur l'efficacité et le coût des rations hivernales mais également sur 2017, qui devra permettre de reconstituer des stocks.

Une situation préoccupante

Cette chute du revenu a des conséquences majeures : pour un peu plus de la moitié des exploitations, le résultat courant est négatif en 2016. Il a dégradé fortement les trésoreries déjà mises à mal en 2015 suite à des résultats quasi nuls en 2015. Un degré de fragilisation extrême est sans doute atteint pour les exploitations en phase de croissance et qui ont massivement investi ces deux dernières années.

Ainsi le quart inférieur de notre échantillon a en moyenne un résultat courant de -26 000 €/UMOex. Ces élevages combinent deux handicaps : le niveau d'annuités le plus fort (105 €/1 000 l) et l'efficacité économique la plus faible (15 % d'EBE/PB). A l'opposé, le quart supérieur flirte avec 21 000 € de résultat courant par UMOex en affichant le double d'EBE/PB et « seulement » 61 €/1 000 l d'annuités.

Ces chiffres illustrent les écarts importants et croissants de résultats entre exploitations. Toutefois il est important de rappeler qu'ils sont extrêmement bas pour l'ensemble des élevages en 2016.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET VIANDE BOVINE DE PLAINE

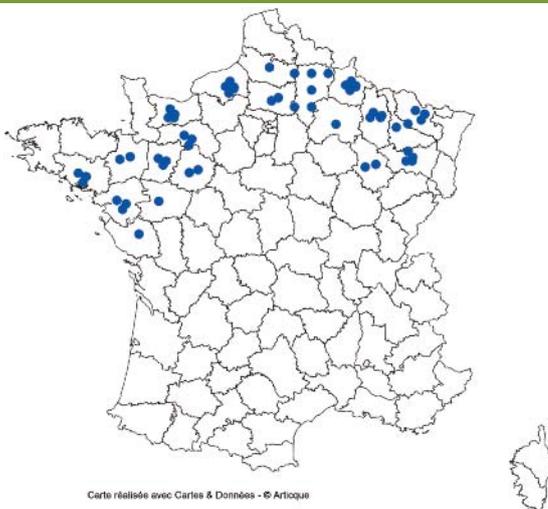
La crise touche tous les ateliers



DONNÉES REPÈRES

- 2,4 UMO totales dont 2,0 UMO exploitant
- 148 ha de SAU dont 120 ha de SFP
- 76 vaches laitières/567 000 l de lait vendus
- 68 UGB viande

LOCALISATION DES 57 EXPLOITATIONS



Dans ces exploitations, la baisse des produits est le fruit d'une crise qui touche simultanément les 3 ateliers présents : le lait, la viande bovine et les cultures de ventes. Elle se répercute intégralement sur le revenu qui en 2016 tend vers zéro.

Du lait, de la viande mais aussi des céréales

Ces exploitations possèdent deux ateliers principaux à travers la production de lait et de viande bovine. Mais elles comptent aussi en moyenne une trentaine d'hectares de cultures de vente. Le résultat global de l'exploitation est particulièrement sensible aux volumes et prix des deux ateliers majeurs, mais également aux rendements et prix des céréales. En 2016, ces trois productions ont connu une conjoncture défavorable tirant de concert le produit global vers le bas.

Chute du prix du lait avec parfois baisse des volumes livrés

La chute du prix du lait est importante (-8 % /2015) et peut dans certaines zones être accompagnée d'une baisse de volume. Estimée en moyenne à 2 % sur notre échantillon, elle est beaucoup plus prononcée dans l'Est de la France où elle peut atteindre -6 % en raison du déficit fourrager consécutif à la sécheresse de 2015 et aux inondations du printemps 2016. Les deux effets combinés se traduisent par une diminution de 9 % du produit lait de tout l'échantillon (-11 000 €/UMOex).

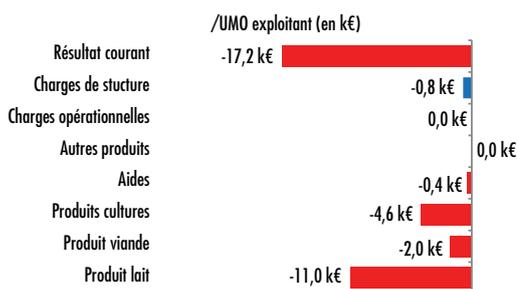
Sans compensation des autres ateliers

Après le lait, c'est l'atelier grandes cultures qui contribue le plus à la baisse du produit de ces exploitations (-4 600 €/UMOex soit -23 % par rapport à 2015) à cause de la chute de rendements, de la baisse de qualité et des prix. Aucune région n'est épargnée mais le Nord et l'Est payent un lourd tribut (jusqu'à -50 % de rendement en blé). A cela, il faut ajouter la baisse du produit de l'atelier viande (-2 000 €/UMOex soit -6 % par rapport à 2015) liée à une nouvelle érosion des cours de la viande bovine.

Un revenu proche de zéro !

La baisse du résultat courant correspond pour l'essentiel au cumul des baisses de produit des 3 ateliers. Les charges sont restées assez stables, notamment les charges opérationnelles malgré des surcoûts liés aux cultures de printemps et aux inondations (re-semis). L'évolution favorable des charges de structure correspond peu ou prou au recul du prix des carburants. Si le résultat moyen reste légèrement positif il est 8 fois plus faible qu'en 2015 !

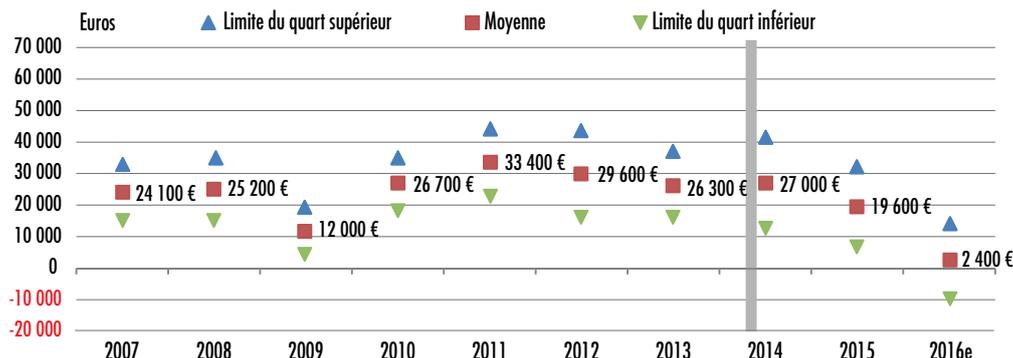
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT ET CULTURES DE VENTE

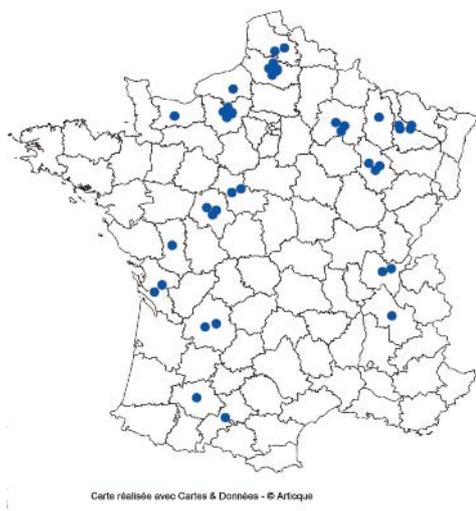
Des revenus au plus bas



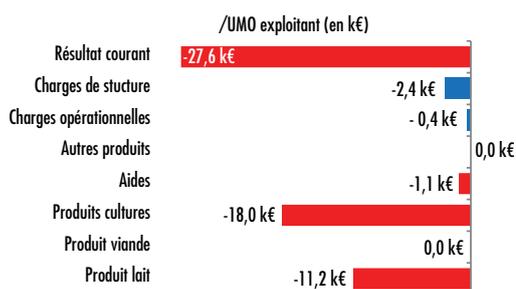
DONNÉES REPÈRES

- 2,8 UMO totales dont 2,3 UMO exploitant
- 190 ha de SAU dont 117 de cultures de vente
- 79 vaches laitières/677 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 40 EXPLOITATIONS



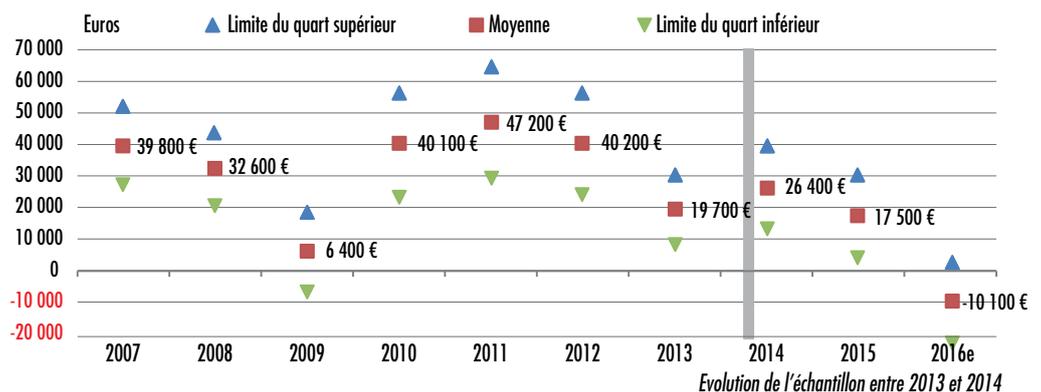
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage
d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et
variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Ces exploitations déjà impactées en 2015, ont été à nouveau lourdement frappées en 2016 du fait de l'accumulation des mauvaises conjonctures pesant une nouvelle fois sur le lait mais aussi sur les cultures. De fait, la complémentarité entre ateliers, qui fait habituellement leur force, s'est transformée en double peine entraînant pour 3/4 des fermes des revenus négatifs en 2016.

Baisse historique des rendements en culture

Ces exploitations situées dans toutes les grandes zones de polyculture subissent une chute de leur produit culture. La baisse considérable des rendements selon un gradient Nord-Sud a impacté les volumes produits. Dans les grandes régions céréalières du nord de la France, qui ont été les plus touchées, les pertes en volume ont pu atteindre 50 % par rapport à l'année précédente (qui était une excellente année). A cela s'ajoutent des problèmes de qualité (déclassement des blés panifiables notamment) et des prix plutôt en retrait. Ces facteurs cumulés expliquent la baisse de 18 000 € du produit culture dans les exploitations de notre échantillon.

Un prix du lait qui continue sa dégringolade...

La chute du prix du lait se prolonge en 2016 (-26 €/1 000 l). Selon les régions, cette baisse de prix peut être assortie d'une forte diminution du volume produit, initiée dès le printemps et en forte accentuation sur les mois d'automne. Après une baisse de 17 700 €/UMOex en 2015, le produit lait perd encore 11 200 € en 2016.

Et rien qui permet de contrebalancer

Les indices de charges 2016/2015 sont plutôt favorables notamment pour les principaux postes (aliment, engrais, énergie). Cependant l'année climatique a été défavorable à la production fourragère (quantité et qualité), pesant sur les disponibilités mais également sur le coût des rations. Au final, rien ne permet de contrebalancer les pertes de produits, la légère baisse des charges compensant tout au plus la diminution des aides. La convergence des DPB initiée par la dernière réforme de la PAC est en effet défavorable à ces systèmes.

Un revenu négatif, bien inférieur au résultat de 2009

La conjonction de ces éléments précipite le résultat courant des éleveurs de ce groupe bien en dessous de 0. Avec une chute moyenne de 27 600 €/UMOex sur un an et de 36 500 € cumulés sur les deux dernières années, le résultat bat le triste record de l'année de crise de 2009. En plus d'un revenu moyen très bas, les écarts sont importants entre le quart supérieur qui tutoie 12 000 €/UMOex et le quart inférieur qui se situe à -35 500 €/UMOex. La proportion de lait et de cultures dans le produit d'exploitation peut aussi expliquer l'ampleur de ces écarts.

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LAIT DES MONTAGNES DE L'EST

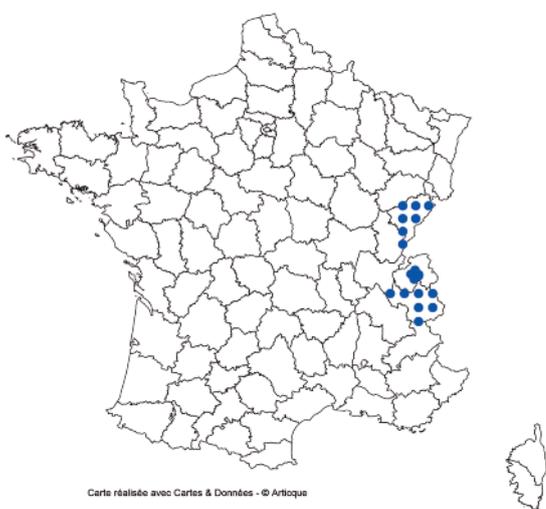
Des revenus qui résistent grâce aux AOP



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 2,0 UMO exploitant
- 102 ha de SAU dont 95 ha de SFP
- 61 vaches laitières/378 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 19 EXPLOITATIONS



Les bons revenus 2014-2015 ne sont pas égalés en 2016 même si le marché des fromages AOP de l'Est reste dynamique et solide : les conditions climatiques défavorables ont impacté les volumes de lait produit et la consommation de concentré.

Valorisation en AOP et IGP

Les exploitations de ce groupe, situées dans les massifs des Alpes et du Jura, bénéficient d'une très bonne valorisation du lait grâce à un marché dynamique des fromages AOP ou IGP. Le prix du lait a de nouveau progressé de 5 €/1 000 l en 2016.

Une saison de pâturage particulièrement difficile

L'herbe pâturée au printemps et en été, le foin et le regain stockés pour l'hiver constituent la ration de base des animaux. Très porteuse d'image, cette alimentation n'en demeure pas moins très sensible aux aléas climatiques. Aussi l'excès d'eau du printemps 2016 aura perturbé la pâture dès la mise à l'herbe et dégradé la qualité du foin récolté tardivement. La longue période de sécheresse estivale et le retour trop tardif des pluies ont pénalisé la pâture d'automne. La production de lait a été particulièrement basse au troisième trimestre. En dépit d'une hausse de distribution de concentrés, la production annuelle de lait est restée en retrait par rapport à 2015.

Le produit lait en recul

Conséquence à la baisse du volume, le produit lait des exploitations a baissé d'un peu plus de 2 050 €/UMOex en 2016. Les charges opérationnelles n'ont pas profité d'une évolution plutôt favorable des prix (Indice IPAMPA en baisse en 2016 /2015), le recours à un peu plus de concentrés ayant annulé l'effet prix.

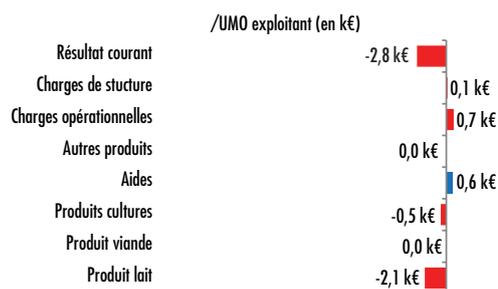
Réforme de la PAC favorable

La réforme de la PAC est en général favorable aux systèmes de montagne herbagers et relativement extensifs. Le principe de convergence et les mesures en faveur des zones défavorisées conduisent à une augmentation des aides (+620 €/UMOex en 2016) qui devrait se poursuivre jusqu'en 2019.

Quasi stabilité du revenu

La conjonction des éléments ci-dessus conduit à une baisse du résultat courant/UMOex de 2 800 €. Elle reste cependant limitée au regard des autres systèmes de production français, ce qui témoigne de l'aptitude des systèmes AOP de l'Est à résister aux crises. Les écarts entre élevages sont également de faible amplitude.

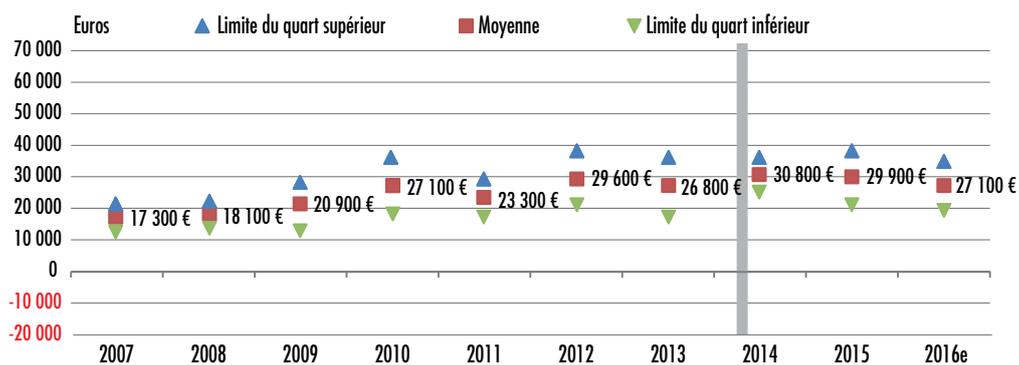
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS LAIT DES MONTAGNES ET PIEMONTS DU SUD

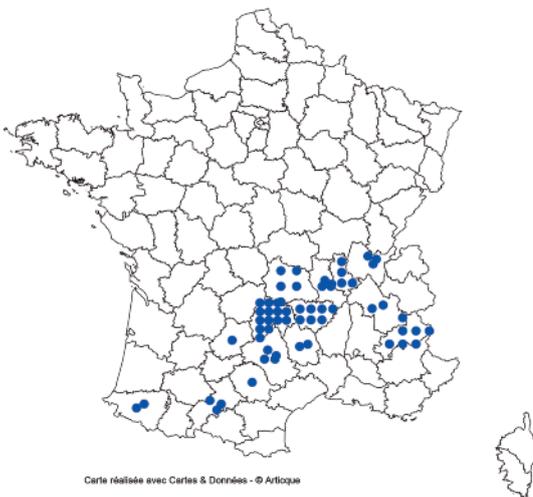
Des revenus amputés de 60 %



DONNÉES REPÈRES

- 2,2 UMO totales dont 2,1 UMO exploitant
- 86 ha de SAU dont 77 ha de SFP
- 61 vaches laitières/407 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 67 EXPLOITATIONS



Les éleveurs du Massif Central avaient en 2015 déjà payé un lourd tribut au prix du lait, à la sécheresse et parfois aux campagnols. Leurs revenus se voient encore amputés de 60 % en 2016.

Le prix du lait encore à la baisse

Selon nos estimations, le prix moyen pour 2016 aurait chuté de 26 €/1 000 l (-8%/2015). En deux ans, la baisse cumulée atteint 68 €, soit -18 % par rapport à 2014. Ainsi, le prix 2016 pourrait se situer aux environs de 307 €/1 000 l.

Ce prix moyen cache quelques disparités avec notamment des élevages engagés dans diverses AOP du Massif Central (Cantal, Saint Nectaire, Fourme d'Ambert, Bleu d'Auvergne) qui permettent de valoriser le lait à un prix supérieur.

Un printemps plutôt favorable mais...

Les premières récoltes d'herbe du printemps et du début d'été ont en général été abondantes, sauf dans certains secteurs où les campagnols sévissent encore. En revanche, les conditions de récoltes souvent perturbées par la météo en ont altéré la qualité, ce qui devrait accroître le coût des rations de l'hiver 2016/2017.

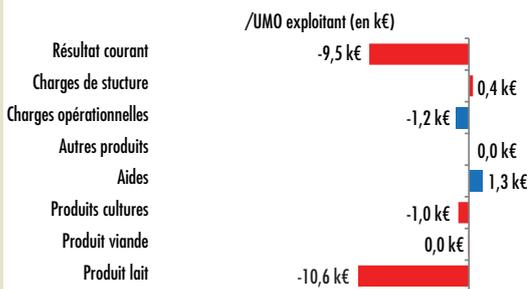
De même, jusque mi-août, le maïs a bénéficié de conditions très favorables. Le remplissage du grain a ensuite été pénalisé par le déficit hydrique de la fin de l'été affectant par là même les niveaux de rendement. Enfin, le retour trop tardif des pluies d'automne a anéanti les espoirs de récolte des repousses et limité les possibilités de pâture.

Un revenu en baisse de 60 %

La faible qualité des fourrages récoltés, leur quantité limitée et l'absence de trésorerie pour faire face entraînent une chute des volumes produits (collecte en baisse de plus de 10 % au 4^{ème} trimestre 2016). Ainsi le résultat courant moyen a décroché de 9 500 € en 2016, pour descendre à 6 000 €/UMOex.

Déjà très faible, ce résultat moyen cache des disparités importantes. En 2016, un éleveur sur trois de l'échantillon aurait un revenu négatif (un éleveur sur 10 en 2015), tandis que les éleveurs du quart supérieur afficheront un résultat proche de 25 000 €/UMOex. Un différentiel d'EBE/PB de 22 % sépare les résultats extrêmes ce qui indique des pistes de travail.

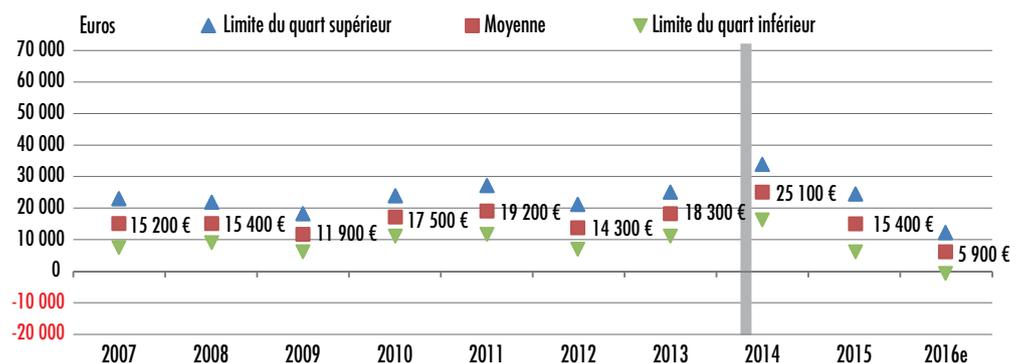
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

3 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

LAIT BIO DE PLAINE

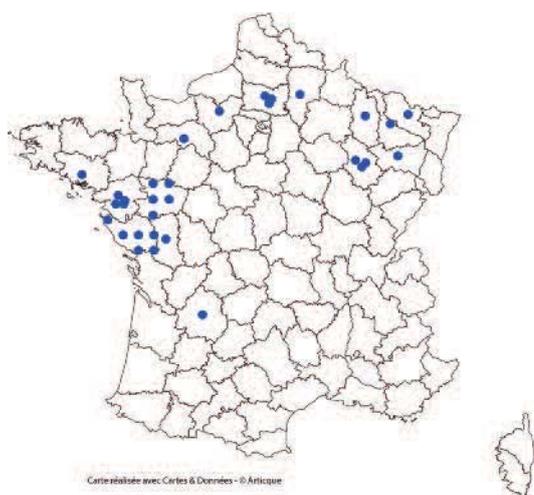
Des prix stables, des revenus stables



DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totales dont 1,9 UMO exploitant
- 107 ha de SAU dont 92 ha de SFP
- 54 vaches laitières/340 000 l de lait vendus

LOCALISATION DES 32 EXPLOITATIONS



Dans les exploitations laitières « bio » de plaine, le résultat courant par UMOex ne subit qu'un léger fléchissement entre 2015 et 2016. L'augmentation du prix du lait a permis de compenser la baisse des livraisons.

Des dimensions importantes

Ces exploitations situées dans la moitié nord de la France sont de dimension comparable aux exploitations laitières spécialisées de plaine en production conventionnelle (2,3 UMO et 107 ha). Elles livrent en moyenne moins de lait, 340 000 litres/exploitation, même si un tiers d'entre elles produit plus de 500 000 litres de lait par an. Elles se caractérisent aussi par un recours à la main-d'œuvre salariée plus important (plus d'un tiers d'entre elles emploie un salarié à plein temps).

Prix du lait à 462 €/1 000 l

En 2015 le prix moyen du lait « bio » affichait 444 €/1 000 l. Selon nos estimations, une hausse de 18 €/1 000 l l'a porté à 462 € en 2016. Cette hausse régulière depuis 2013 (+27 €/1 000 l) traduit la pénurie relative de lait bio face à une demande croissante et la déconnection entre ce marché et celui, excédentaire, du lait conventionnel.

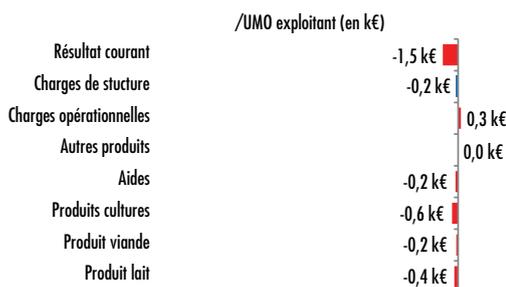
L'autonomie alimentaire : un enjeu majeur

Les systèmes « bio » basent leur efficacité économique sur le prix du lait mais aussi sur leur autonomie alimentaire. Ayant peu recours aux achats extérieurs, leur production laitière par hectare de SFP est relativement modeste (un peu moins de 4 000 litres en moyenne contre 8 000 litres en conventionnel). Même en année fourragère médiocre comme l'a été 2016 (excès d'eau au printemps et sécheresse estivale), le recours aux concentrés bio trop onéreux est banni et une baisse de production acceptée. De l'ordre de 4 % cette année, cette baisse a été quasi compensée par la hausse concomitante du prix du lait.

Écarts de revenu

Le résultat courant 2016 s'établit en moyenne à 23 000 €/UMOex. Il est affecté notamment par la baisse de volume, mais aussi par un produit viande en léger retrait et des rendements cultures en baisse. Il faut aussi noter les faibles écarts de revenu et une volatilité moindre comparée aux exploitations conventionnelles. Ces éleveurs se distinguent par leur très bonne maîtrise des charges et une meilleure efficacité économique (EBE/PB moyen = 38 %) Avec des volumes de lait comparables par unité de main d'œuvre, les exploitations du quart supérieur obtiennent un résultat courant dépassant 33 000 €.

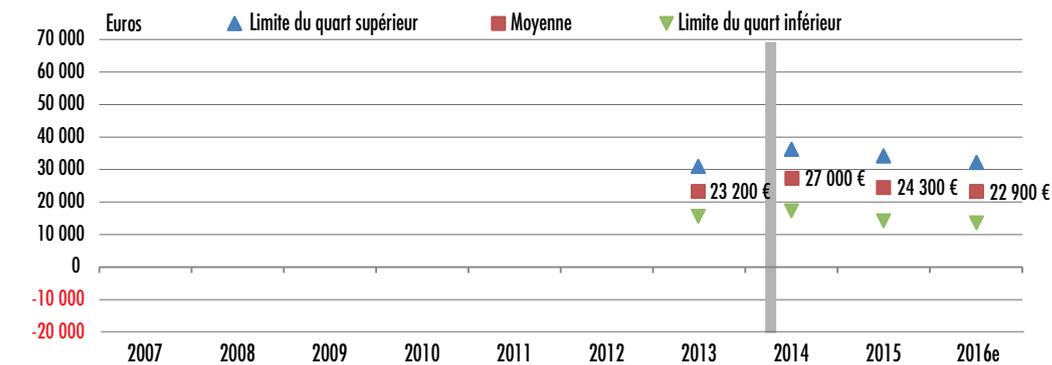
RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2015 ET 2016



Source : AFOCG - GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

ÉVOLUTIONS PLURIANNUELLES DU RÉSULTAT COURANT

/UMO exploitant et variabilité annuelle



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage - AFOCG-EILYPS

Evolution de l'échantillon entre 2013 et 2014
e : estimation

4

PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

Le reflux de la collecte redresse les cours

La libéralisation de l'économie laitière européenne a poursuivi ses ravages en 2016. Le tsunami laitier provoqué par la suppression des quotas laitiers s'est prolongé jusqu'au printemps 2016. Dans leur ensemble les éleveurs et les bassins laitiers ont réagi tardivement à la chute des marchés puis du prix du lait en 2015.

Les éleveurs ont levé le pied, contraints par leur laiterie ou par des trésoreries exsangues. Le fort ralentissement de la collecte européenne au 2nd semestre s'est rapidement répercuté sur les marchés, notamment sur celui de la matière grasse. Cela a permis un redressement rapide du prix du lait, malgré la faiblesse du prix des protéines laitières.

Grâce à des fabrications abondantes et bon marché, les transformateurs laitiers européens ont renforcé leurs positions sur les marchés mondiaux des fromages, du beurre, de la poudre lactosérum et des caséines. Seules les exportations de poudre de lait ont marqué le pas. Les ventes massives à l'intervention ont permis de stabiliser les cours européens, mais ont rendu moins compétitives les fabrications européens sur le marché mondial.



+19 millions de tonnes

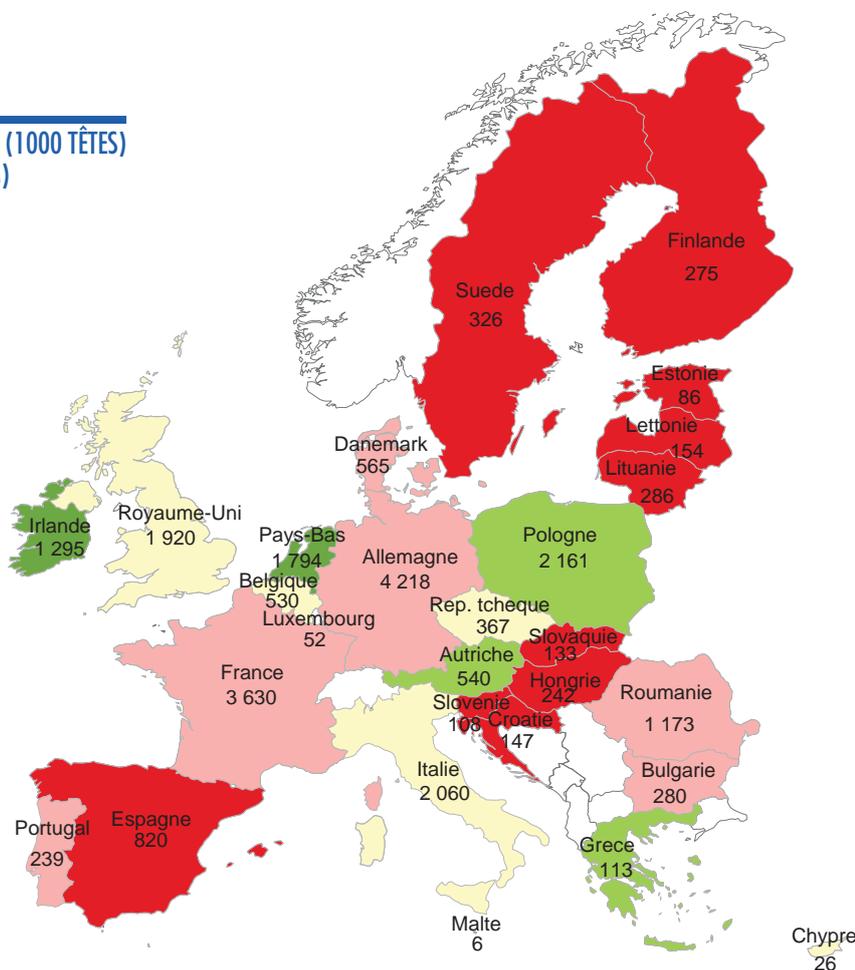
C'est la hausse de la collecte dans l'UE-28 en 10 ans (+14% /2016).

CHEPTEL EUROPÉEN 2016

EFFECTIF DE VACHES LAITIÈRES EN DÉCEMBRE 2016 (1000 TÊTES) ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À DÉCEMBRE 2015 (%)

Evolution du cheptel

- Forte baisse (<-2%)
- Faible baisse (-2% à -0,5%)
- Stable (-0,5% à +0,5%)
- Faible hausse (+0,5% à +2%)
- Forte hausse (>+2%)



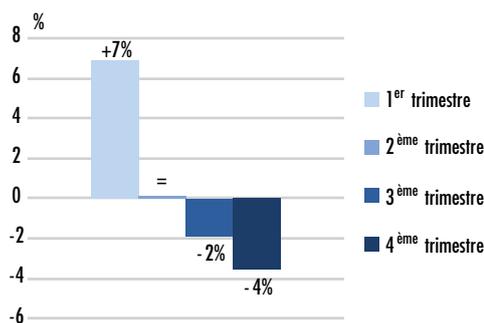
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat
Cartographie Cartes & Données - © Artique

4 LA PRODUCTION UNION EUROPÉENNE



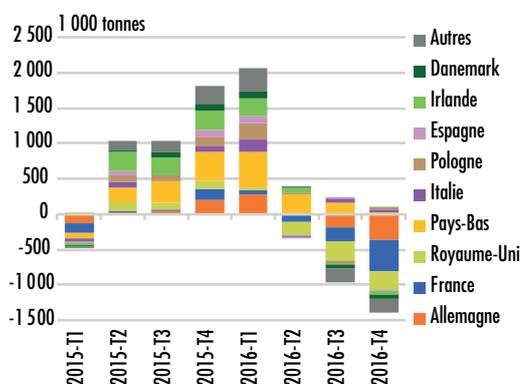
COLLECTE 2016

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE DE L'UE EN 2016/2015



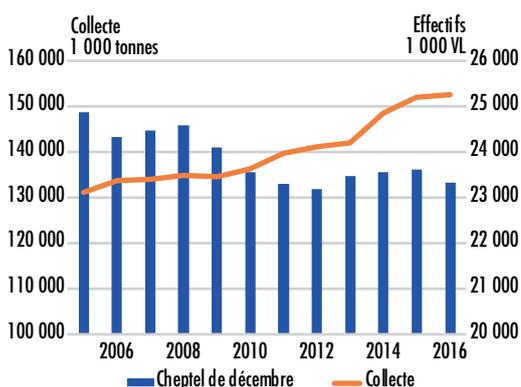
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE TRIMESTRIELLE D'UNE ANNÉE SUR L'AUTRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ANNUELLE DE L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

La collecte laitière a ralenti tardivement tandis que le prix du lait, tombé au plus bas mi-2016, s'est redressé au 2nd semestre grâce à l'envolée des cours de la matière grasse laitière.

Embellie sur le prix du lait au 2nd semestre

Baïssier au 1^{er} semestre, le prix du lait a connu en milieu d'année une inversion de tendance salvatrice. Après 30 mois de lente et régulière dépréciation, il était tombé au plus bas en juin à 257 €/t (moyenne européenne), soit une chute de 150 €/t en 30 mois, selon l'observatoire européen du lait. Au 2nd semestre, il s'est redressé plus rapidement dans les pays excédentaires, en premier lieu dans les pays baltes où il s'était effondré après la fermeture du marché russe. Il a remonté plus modestement dans les pays déficitaires (Europe du Sud) où la part du lait transformé en ingrédients laitiers est faible, de même qu'en France.

En moyenne annuelle, les prix du lait, qui étaient déjà médiocres en 2015, ont encore reculé : de -3% en Espagne (300 € en moyenne annuelle), -7% en France (294 €) et au Royaume-Uni (225 £), -9% en Allemagne (249 €) et aux Pays-Bas (280 €).

Parallèlement, le prix des charges s'est très légèrement érodé, mais insuffisamment pour compenser la nouvelle baisse de la recette laitière. Ce sont surtout les prix des aliments du bétail et de l'énergie qui ont reculé, mais insuffisamment pour réduire significativement les coûts de production par litre de lait.

Collecte laitière ralentie

Désencadrée le 1^{er} avril 2015, la collecte européenne a été dynamique jusqu'au 1^{er} trimestre 2016, durant lequel elle a bondi de 6% d'un hiver à l'autre (après correctif de l'effet année bissextile). Rappelons qu'au 1^{er} trimestre 2015, la collecte avait subi un violent coup de frein en toute fin de la dernière campagne sous quota.

De nombreux éleveurs, notamment en Europe du Nord, qui avaient fortement investi et agrandi leur atelier, avaient alors mis pleins gaz pour exprimer rapidement le potentiel de leur atelier et diluer des charges de structure. Ce dynamisme effréné a déséquilibré les marchés des produits laitiers, puis rapidement dégradé les trésoreries des élevages. Elle a aussi incité des laiteries à reconsidérer leur politique d'approvisionnement dans le sens d'un encadrement de leur ressource laitière.

Dès le printemps 2016, le dynamisme laitier s'est estompé. La collecte européenne a nettement reflué dans presque tous les pays, à l'exception de l'Irlande et des Pays-Bas. Elle a reculé de 2% dès juin et durant l'été. Ainsi, de nombreux éleveurs, confrontés à des trésoreries exsangues, ont opté pour une conduite plus économe.

Adopté en septembre, le plan d'aide à la réduction volontaire et temporaire de la collecte laitière a connu un franc succès dans presque tous les pays. Il a probablement accentué le ralentissement de la collecte qui a chuté au 4^{ème} trimestre de 4% /2015 presque partout sauf aux Pays-Bas encore en croissance au 4^{ème} trimestre 2016.

Au final, la collecte européenne a faiblement progressé en 2016 (+0,2% /2015 après correctif de l'effet année bissextile).

Cheptel laitier préservé

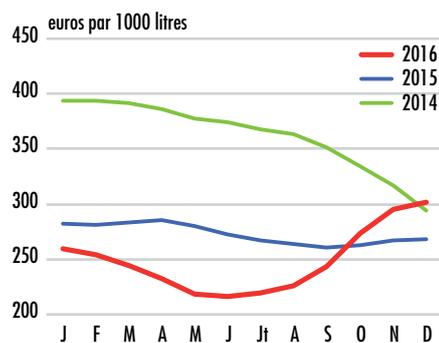
Le ralentissement de la production européenne a entraîné un bond des réformes laitières. La plupart des éleveurs ont ralenti voire stoppé la croissance de leur troupeau qu'ils ont ainsi rajeuni grâce à des effectifs étoffés de génisses amouillantes.

Selon l'inventaire de décembre 2016, le cheptel laitier de l'UE-28 n'a que marginalement baissé de 0,2% /2015, à 23,55 millions de têtes, après 3 ans de progression. D'un côté le stock de vaches a significativement baissé en France, en Allemagne, dans les pays scandinaves, et dans la plupart des pays de l'Est et il est resté stationnaire en Europe du Sud et au Royaume-Uni. De l'autre, il s'est encore étoffé en Irlande, aux Pays-Bas et en Pologne.

4 LA PRODUCTION ALLEMAGNE

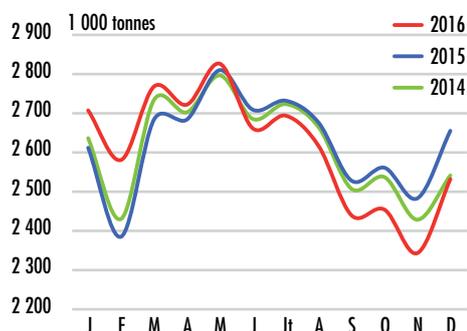


ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD EN ALLEMAGNE (RAMENÉ 32-38)



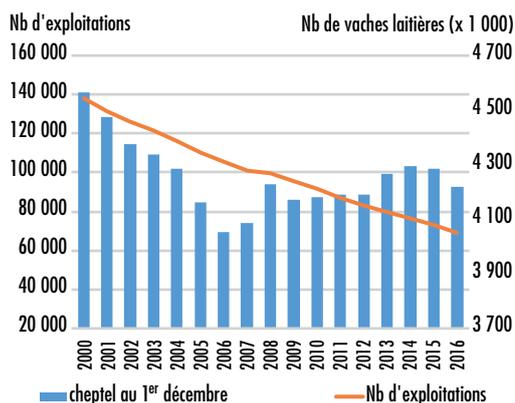
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après ZMB

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DES LIVREURS ET DU CHEPTEL LAITIERS EN ALLEMAGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après DBV

Le prix du lait a chuté particulièrement bas en Allemagne avant de rebondir vivement en fin d'année. Les éleveurs ont d'abord essayé de compenser par davantage de volumes, mais la collecte a fini par décrocher en fin d'année, en particulier dans l'Est.

Le prix du lait annuel frise son plus bas niveau historique

Déjà resté en deçà des 285 €/1 000 l sur toute l'année 2015, le prix du lait standard allemand (38-32), très influencé par le prix des commodities laitières, a encore significativement reculé au 1^{er} semestre tombant à 216 €/1 000 l en juin, son plus bas niveau historique. Il s'est ensuite redressé dans le sillage des matières grasses laitières pour repasser au-dessus de 300 €/1 000 l en fin d'année.

En moyenne annuelle, il accuse une chute de 25 €/2015 (-9%) tombant à 248 €/1 000 l, à 8 € seulement du plus bas niveau historique de 2009. L'écart avec le prix moyen standard français est resté élevé (-46 € pour 2016) alors que les deux prix étaient quasi-identiques en 2014. Proche de -40 € en début d'année, il est monté jusqu'à -69 € pendant l'été avant de retomber à un niveau marginal en fin d'année, illustrant combien le prix allemand est plus volatil que le prix français, dont les variations sont atténuées, à la baisse comme à la hausse.

La collecte a décroché à l'automne et affiche un léger recul sur l'année

La collecte allemande était encore dynamique en début d'année (+4%/2015 au 1^{er} trimestre, hors effet année bissextile), une partie des éleveurs cherchant à compenser la baisse de prix par une hausse des volumes. Mais la dégradation ininterrompue du prix du lait, l'absence de rentabilité et les difficultés de trésoreries en découlant dans les exploitations ont conduit à un tassement de la collecte pendant l'été.

Elle a ensuite reculé plus significativement à l'automne (-5%/2015 au dernier trimestre), passant sous son niveau de 2013, malgré le redressement sensible du prix du lait. Elle a même carrément décroché dans les Länder de l'Est (-8%/2015).

Suite à ce coup de frein à l'automne, la collecte annuelle recule légèrement par rapport à 2015 (-0,6%), à 31,3 millions de tonnes.

Restructuration à l'Ouest et décapitalisation à l'Est

Le rythme des cessations s'est sensiblement accru en 2016, le nombre d'exploitations laitières ayant reculé de 5,6%/2015 à 69 175 contre une moyenne de 4,4%/ an sur 2010-2015. Parallèlement, le cheptel a diminué de 1,6% à 4,22 millions de têtes, dont la moitié appartient à des exploitations de plus de 100 vaches.

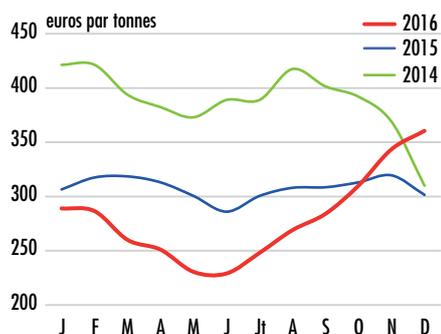
Mais le comportement des exploitations a été très différent entre l'Est et l'Ouest. Les Länder de l'Est, qui assurent 22% de la production nationale avec seulement 6% des exploitations compte tenu de la taille importante des ateliers, ont moins perdu d'élevages (-3,9%/2015) mais certains gros ateliers ont arrêté et les effectifs de vaches ont été fortement réduits (-40 200 têtes ou -5%/2015 en novembre) si bien que la taille moyenne des élevages a légèrement reculé (-1% à 184 vaches).

Au contraire, dans l'Ouest, les cessations ont été nombreuses (-5,7%), mais l'agrandissement des exploitations poursuivant l'activité a en partie compensé les vaches ainsi perdues et le cheptel n'a reculé que de 1%/2015 (-26 200 têtes), il s'est même quasiment maintenu en Basse Saxe (-0,5%). La taille moyenne des exploitations a poursuivi sa progression : +5% (+3 vaches) à 53 vaches en moyenne dans les anciens Länder.

4 LA PRODUCTION PAYS-BAS

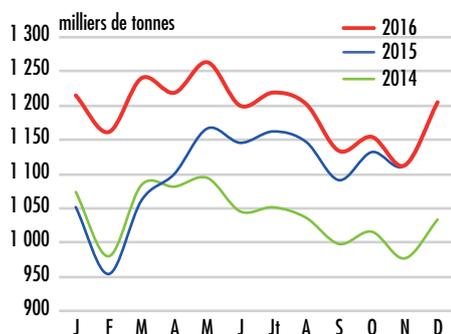


ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT STANDARD AUX PAYS-BAS (3,7% MG)



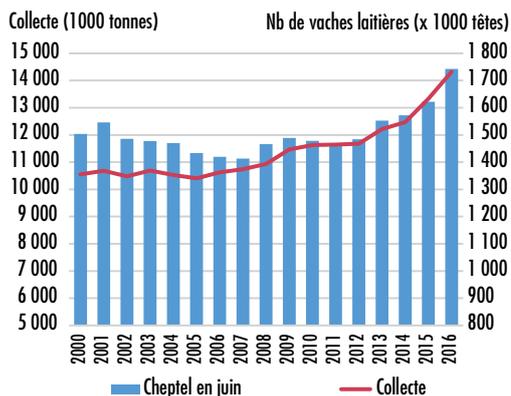
Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après LEI Wageningen

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE ET DU CHEPTEL LAITIÈRE AUX PAYS-BAS



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat et Statistics Netherlands

Les Pays-Bas ont de nouveau lâché les vannes en 2016, contribuant largement à la surproduction européenne. Ceci via une hausse marquée du cheptel qui n'a pas permis au pays de respecter ses engagements liés à la Directive Nitrates et pourrait hypothéquer la production dès 2017.

Vif rebond du prix du lait en fin d'année

En moyenne annuelle, le prix du lait standard néerlandais s'établit à 280 €/t selon le LEI-Wageningen, soit 9% de moins que le niveau déjà bas de 2015. Comme dans la plupart des pays européens, il a progressivement reculé au 1^{er} semestre, tombant sous les 230 €/t en juin, avant de rebondir au 2nd semestre tiré par le redressement des cours des matières grasses laitières. Le rebond a été particulièrement vif : +130 € à 360 €/t en décembre, respectivement 20% et 16% au-dessus de ses niveaux de 2015 et 2014.

Le prix garanti de Friesland Campina a même atteint 375 €/t en décembre, incluant toutefois une compensation de la sous-estimation des valeurs des mois précédents. En moyenne annuelle, il s'élève à 283 €/t (-7% /2015). Le supplément de prix lié aux résultats de l'entreprise devrait être moindre qu'en 2015. Le supplément partiel payé en septembre sur la base des résultats du 1^{er} semestre n'a pas excédé 11,7 €/t de lait standard (-42% /2015) et l'entreprise a revu sa politique de répartition du résultat augmentant de 45 à 55% la part non redistribuée aux coopérateurs.

Bond inédit de la collecte

Depuis la fin des quotas, les Pays-Bas se sont inscrits dans une trajectoire de hausse marquée de la production sans aucune maîtrise des volumes. La collecte néerlandaise qui avait littéralement décollé à partir de mai 2015 est ainsi restée hyper dynamique en 2016 : +15% au 1^{er} quadrimestre par rapport au niveau ralenti de début 2015 (hors effet année bissextile) et +5% de mai à septembre. Le rythme de progression s'est progressivement tassé mais la collecte n'était toujours pas repassée en fin d'année sous le niveau élevé de 2015.

En cumul annuel, elle atteint 14,3 millions de tonnes, soit 7,5% de plus qu'en 2015. En 5 ans, elle a bondi de 2,6 millions de tonnes (26% de la hausse de la collecte européenne) dont 1,8 million entre janvier 2015 et août 2016 alors que les marchés des commodités laitières étaient déprimés ! Les Pays-Bas sont ainsi de loin les premiers contributeurs au surplus de production européenne ayant renforcé, sinon déclenché, la crise laitière.

Envolée du cheptel et dumping environnemental

La course à la production néerlandaise est passée presque exclusivement par une augmentation des effectifs de vaches. Les éleveurs ont probablement aussi voulu maximiser leur cheptel en prévision de l'attribution de quota de phosphore, envisagée jusque fin 2016, avant d'être retoquée par la Commission européenne. Les effectifs ont ainsi bondi de 184 000 têtes (+11%) en 2 ans pour atteindre 1,79 million de têtes en décembre 2016. Les émissions de phosphore ont en conséquence grimpé de 5% /2014 dépassant le plafond réglementaire ces deux dernières années.

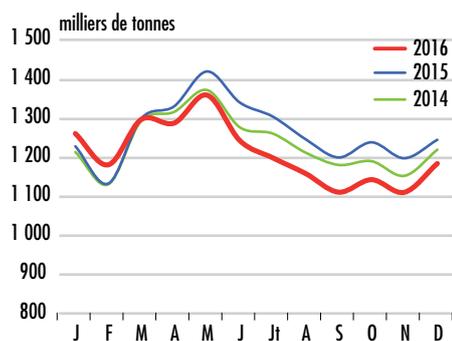
Or le respect du « plafond phosphore » est une des conditions du maintien de la Dérogation à la Directive Nitrate qui permet aux élevages laitiers néerlandais d'épandre jusqu'à 230 ou 250 kg d'azote /ha selon les terres. S'il n'était pas respecté en 2017, la dérogation ne serait pas renouvelée en 2018, auquel cas le retour à une limite de 170 kg d'azote /ha imposerait une réduction du cheptel de 460 000 à 500 000 vaches !

Cette situation a poussé la filière et les pouvoirs publics à mettre en place début 2017 un plan de maîtrise subventionnant la cessation laitière et encourageant les baisses de production via une forte pénalisation du prix du lait pour les volumes produits au-delà d'une référence abaissée progressivement pour répondre aux objectifs de réduction.

4 LA PRODUCTION ROYAUME-UNI & IRLANDE

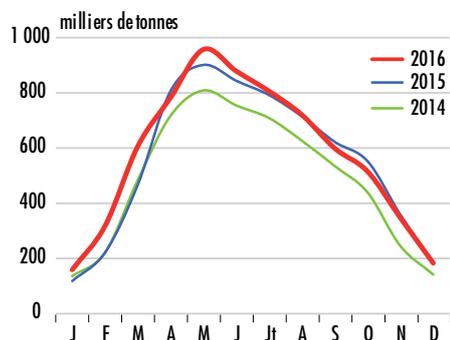


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE AU ROYAUME-UNI



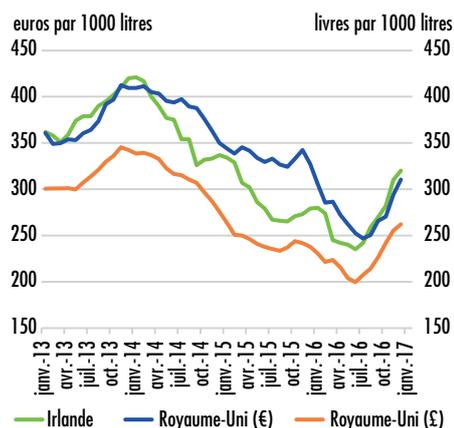
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN IRLANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CSO et DairyCo

Au Royaume-Uni, les éleveurs ont fortement levé le pied mais préservé leur potentiel de production. En Irlande le potentiel de croissance est intact.

Chute de la collecte britannique

Au Royaume-Uni, la production laitière a fortement reflué à partir du printemps : en forte chute jusqu'au 2nd semestre (-7% /2015), elle est retombée fin 2016 à son bas niveau de 2013. La collecte annuelle a chuté de 4% /2015, à 14,5 millions de tonnes de lait, soit à mi-chemin entre le haut niveau de 2015 et le bas niveau de 2013. De nombreux éleveurs ont adopté une conduite économe (réduction d'aliments concentrés, passage de 3 à 2 traites) et ainsi réduit leurs charges opérationnelles. De plus, plusieurs transformateurs, dont DairyCrest et FirstMilk, ont introduit des prix différenciés selon les débouchés (volume A payé au prix de la valorisation sur le marché intérieur et B au prix du beurre/poudre).

Prix du lait moins dégradé que sur le continent

La dépréciation de la livre sur l'euro a atténué la baisse du prix du lait à la production. Le prix moyen annuel a moins reculé en livre (-7% /2015 à 225 £/1 000 l), qu'en euro (-18% à 275 €/1 000 l). Les écarts de prix se sont accrues entre les éleveurs selon les valorisations de leurs livraisons. Ceux qui bénéficient de contrats tripartites, pour approvisionner la GMS en laits conditionnés commercialisés sous marque MDD, ont subi des baisses limitées avec un prix compris entre 267 et 300 £/1 000 l. Les autres, qui livrent du lait transformé en cheddar et surtout en ingrédients laitiers, ont perçu entre 210 et 270 £/1 000 l.

Cheptel stabilisé

La crise laitière a ralenti les investissements, mais n'a pas accéléré les cessations laitières. Moins de 2% des élevages ont arrêté de produire du lait en Angleterre et au Pays de Galles, d'après AHDB. Le cheptel laitier a été stabilisé à 1,92 million de vaches laitières en décembre 2016, après avoir progressé de 135 000 têtes trois ans auparavant (+7,5%). Les éleveurs ont beaucoup réformé et rajeuni leur troupeau grâce à des effectifs abondants de génisses. La productivité du troupeau laitier a logiquement chuté de 500 kg à 7 600 kg/VL (moyenne en 2016), mais le potentiel laitier paraît préservé pour une reprise de la production en 2017.

En Irlande croissance momentanément stoppée

Début 2016, les éleveurs irlandais ignoraient encore la crise laitière. Ils ont démarré l'année en trombe grâce à des cheptels étoffés et un prix du lait certes baissier, mais encore bien supérieur au coût de production avant rémunération du travail.

Après un bond de 33% d'un hiver à l'autre, la collecte nationale a battu un nouveau record (+6% /2015) au pic de lactation. Ensuite, lors de la baisse saisonnière, elle a retrouvé le niveau de l'été 2016, puis a décroché durant l'automne grâce au succès du programme européen de réduction volontaire de la production. Près du quart des éleveurs se sont engagés à réduire leurs livraisons automnales contre une aide de 14 ct/l non livré. La plupart ont avancé de une à deux semaines le tarissement, généralement groupé, de leur cheptel, d'autant qu'ils disposaient d'effectifs étoffés. Ils ont aussi probablement réduit au maximum la distribution de concentrés. Malgré ce ralentissement, la collecte annuelle a progressé de 4,4% d'une année sur l'autre.

Un prix du lait dégradé, mais encore incitatif

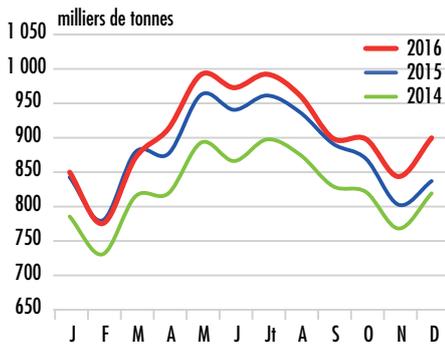
La crise laitière a ralenti mais pas stoppé l'expansion du cheptel laitier national : +60 000 vaches en un an à 1,3 million de têtes fin 2016. En 2017, sous réserve des conditions météorologiques favorables, la production irlandaise rebondira, stimulée par un prix du lait remonté à plus de 300 €/1 000 l et des concentrés toujours bon marché.

Le prix du lait s'est faiblement déprécié au 1^{er} semestre, puis a rebondi de près de 100 € au 2nd semestre à 320 €/1 000 l en décembre. Après avoir chuté de 100 €/1 000 l entre 2013 et 2015, le prix moyen annuel du lait standard a encore cédé 28 € sur un an, à 256 €/1 000 l en 2016. À ce bas niveau, il permettait encore à de nombreux éleveurs de dégager des revenus grâce à un coût de production moyen le plus faible d'Europe.

4 LA PRODUCTION POLOGNE & AUTRES PAYS

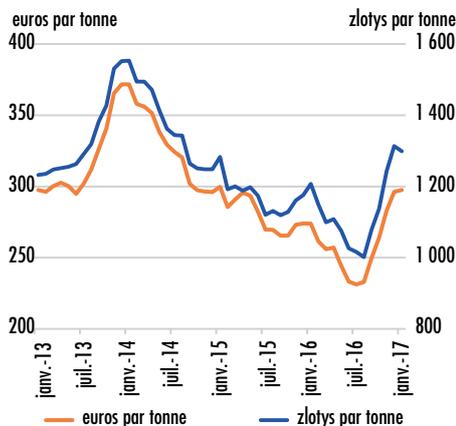


ÉVOLUTION DE LA COLLECTE MENSUELLE EN POLOGNE



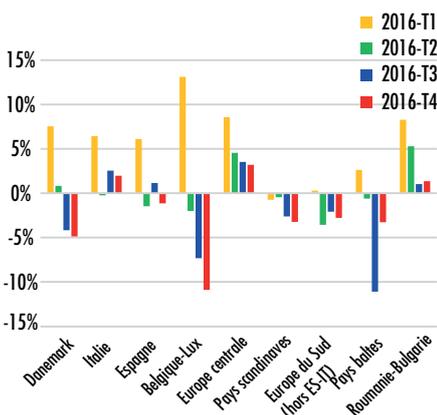
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

ÉVOLUTION DU PRIX DU LAIT PAYÉ EN POLOGNE



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après CE-DG AGRI

ÉVOLUTION DE LA COLLECTE TRIMESTRIELLE DE PAYS MEMBRES DE L'UE (EN % 2016 /2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

Les conditions climatiques défavorables et le faible prix du lait début 2016 ont provoqué un trou d'air en Pologne. Mais La collecte laitière devrait logiquement rebondir en 2017.

Le dynamisme polonais stoppé mi-2016

En Pologne, le dynamisme de la production laitière a été stoppé au milieu de l'année 2016, après cinq années de croissance quasi ininterrompue. Encore en forte hausse au 1^{er} trimestre (+10%/2015), la collecte a ensuite oscillé selon les trimestres autour du niveau de 2015. En somme, la collecte annuelle a faiblement progressé, de +2%/2015, et la composition du lait s'est enrichie de 0,3 g/l de matière grasse à 40,4 g/l.

Le printemps peu favorable pour la pousse de l'herbe a été le point de rupture pour de nombreux éleveurs, en manque de trésorerie. De nombreux petits éleveurs ont cessé de livrer, d'autres ont momentanément ralenti la croissance leur atelier. Toutefois, malgré des réformes plus abondantes, le cheptel national s'est faiblement étoffé au 2nd semestre, à 2,16 millions de vaches en décembre 2016 (+1%/2016), signe de la robustesse du dynamisme laitier de ce pays.

Après une petite dégradation au 1^{er} semestre, le prix du lait, tombé à 1 000 zlotys/t en juillet, a rebondi ensuite de 30% en 5 mois à 1 314 €/t en décembre (296 €/t). Cette embellie n'a pas relancé immédiatement la production, d'autant que près de 4 000 éleveurs ont réduit volontairement leurs livraisons contre 14 cts/l non livré. Soit l'équivalent de 2% de la collecte automnale.

La légère dépréciation de 4% du zloty a atténué l'impact de la chute des cours des ingrédients laitiers sur le prix du lait payé en 2016 aux éleveurs polonais. Le prix annuel moyen a reculé de 4% en zloty à 1 121 zlotys/t, et de 8% en euro à 257 €/t.

Important potentiel de croissance

En 2017, l'amélioration de la conjoncture laitière devrait relancer la production polonaise, dont l'ampleur dépendra surtout des conditions climatiques. Toutefois, elle s'annonce au mieux modérée car la crise laitière a freiné voire stoppé les investissements dans les moyens et grands élevages.

Autres pays européens : évolution contrastée

Au Danemark, la collecte dynamique au 1^{er} trimestre (+9%/2016), a progressivement reflué. Elle est ensuite retombée au 2nd semestre au même niveau qu'en 2015. La collecte annuelle a ainsi égalé le niveau historique atteint en 2016.

En Espagne et en Italie, la collecte a sensiblement progressé, respectivement de +3% et +1%/2015, quand le prix du lait a faiblement reculé de 4% : à 346 €/1 000 l en Italie et 300 €/1 000 l en Espagne. Les cheptels laitiers sont moins étoffés en Espagne (-3%), mais sont stables en Italie. La collecte a fortement chuté au Portugal (-4%/2015) alors qu'elle a retrouvé de la vigueur en Grèce (+2,5%/2015).

Dans les pays baltes et scandinaves, le rebond de la production entre 2013 et 2015, stimulé par la forte hausse du prix du lait, est bien révolu. Depuis le printemps 2016, la collecte reflue plus ou moins fortement dans les trois pays.

En Bulgarie et en Roumanie, la collecte laitière progresse fortement, respectivement de 4 et 5%/2015, grâce à des prix à la production moins chahutés qu'à l'ouest et au nord de l'UE.

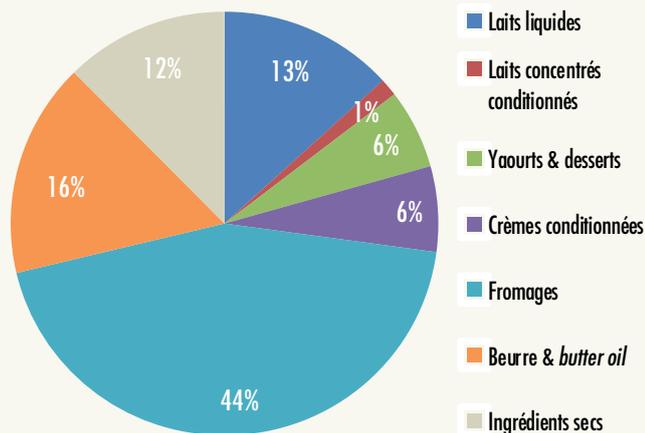
4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

44%

C'est la part de la collecte européenne transformée en fromages en 2016, d'après nos estimations.

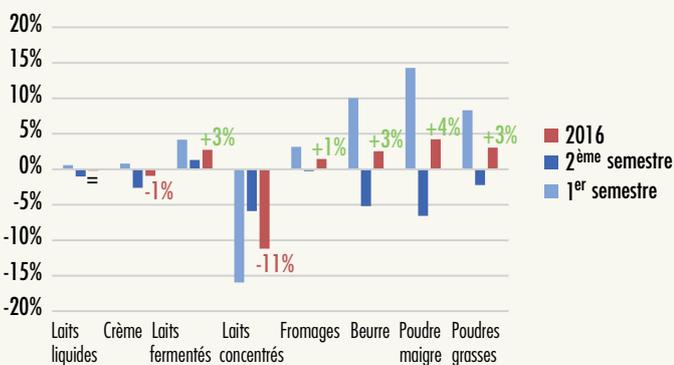
FABRICATIONS 2016

UTILISATION DE LA COLLECTE EUROPÉENNE EN 2016 (% DE MSU)



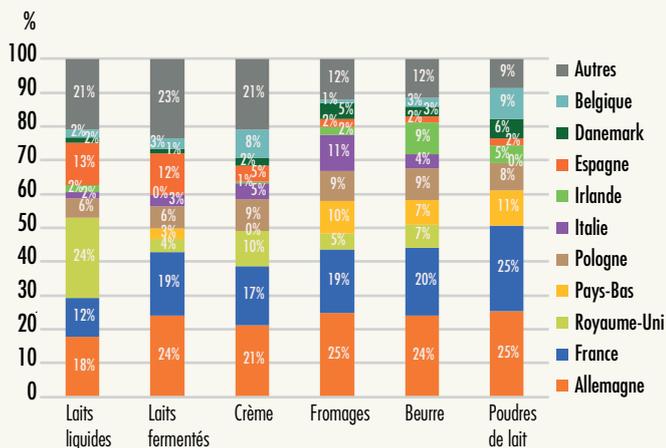
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat et EDA-ZMB

ÉVOLUTION DES FABRICATIONS EUROPÉENNES EN 2016 (% SUR 2015)



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PART DES PAYS DANS LES FABRICATIONS EUROPÉENNES EN 2016



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

L'utilisation de la collecte laitière européenne a peu évolué en moyenne annuelle. La part de la Matière solide utile (MSU) du lait transformée en fromages a progressé de 0,3 point d'une année sur l'autre à 44%, tandis que celles de produits de grande consommation a reculé d'autant à 27%. La part du lait transformé en beurre et en ingrédients secs (poudre maigre, poudres grasses, poudre de lactosérum et caséines) s'est stabilisée à 29% après avoir progressé en 2014 et 2015.

Evolution contrastée d'un semestre à l'autre

Cependant, les fabrications européennes ont évolué selon les périodes. Au 1^{er} semestre, l'important supplément de collecte (+2,7 millions de tonnes de lait soit +4% /2015) a été surtout transformé en beurre (+10% /2015), en poudres de lait (+11%) et en fromages (+3%). Les fabrications de produits de grande consommation ont dans l'ensemble peu progressé, généralement pilotées par une demande européenne toujours bien orientée. Ce sont surtout les laits fermentés qui ont bien progressé (+4%). De même les fabrications de laits conditionnés ont progressé de 1% grâce au dynamisme des expéditions sur la Chine.

Au 2nd semestre, le ralentissement puis la chute de la collecte européenne ont logiquement entraîné un fort reflux des fabrications des produits de reports (beurre et de poudre de lait), de -5% /2015. Les laiteries, qui disposaient de stocks importants mi 2016, ont aussi ralenti les fabrications de laits conditionnés et de fromages ingrédients. Ainsi les fabrications totales tous produits confondus ont globalement stagné au 2nd semestre. Seules les fabrications de laits fermentés sont restées croissantes (+1% /2015).

En somme, le faible supplément de collecte européenne, estimé à +760 000 t de lait en 2016 (+0,5%), a été pour moitié transformé en fromages et pour une autre en ingrédients laitiers (beurre, poudre maigre, caséines), les fabrications de produits de grande consommation ayant été globalement stationnaires en MSU.

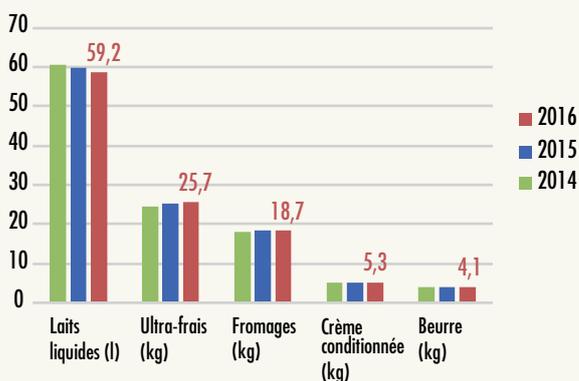
Les dix principaux pays laitiers européens, qui fournissent 85% de la collecte européenne, fabriquent relativement plus de fromages, de beurre et de poudres de lait, respectivement 88% et 91% des fabrications européennes, que les autres mais en revanche moins de produits de grande consommation.

Les Pays-Bas, la Pologne, l'Espagne et le Danemark ont fourni l'essentiel des fabrications supplémentaires de fromages, tandis que l'Allemagne comme la France les ont réduites. Quatre pays ont fabriqué l'essentiel des fabrications supplémentaires de poudre maigre : l'Allemagne, l'Irlande, la Belgique et le Danemark.

Principaux responsables du supplément de collecte européenne, les Pays-Bas ont surtout accru leurs fabrications de fromages et de poudres grasses. De leur côté l'Irlande et la République tchèque, qui ont aussi accru leur collecte laitière, ont surtout étoffé leurs fabrications de produits de report (beurre et poudre maigre). À l'inverse, la plupart des pays qui enregistrent un tassement de leur production laitière ont réduit en premier lieu les fabrications de produits de report.

CONSOMMATION 2016

CONSOMMATION MOYENNE PAR HABITANT DE L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

PRODUCTION ET CONSOMMATION DANS L'UE À 28

millions de tonnes de lait	2014	2015	2016e	2016/15(%)
Production	160	163	164	+0,4%
Collecte	148	152	153	+0,5%
Variation de stocks	1	1	0	
Importations	1,5	1,1	1,2	+6%
Exportations	17	18	19	+4%
Utilisation intérieure	143	145	146	+0,5%
Consommation (kg/hab.)	282	286	287	+0,2%

e : estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat & ZMB

La consommation intérieure de lait et de produits laitiers à base de lait de vache a progressé modérément, d'après nos calculs par bilan. La hausse de l'utilisation intérieure (+0,5% /2015) repose surtout sur la croissance démographique (+0,4%) et secondairement sur celle de la consommation moyenne par habitant en UE, évaluée à 287 kg équivalent lait. La consommation moyenne de beurre progresse de 100 g à 4,1 kg/hab., celle de fromages de 200 g à 18,7 kg et celle d'ultra frais de 400 g à 25,7 kg. En revanche celle de laits conditionnés a de nouveau reculé à 59,2 litres/hab.

Des fromages toujours plus consommés

La consommation a évolué très diversement selon les pays, notamment dans les trois principaux, Allemagne, Royaume-Uni et France (voir page 9), qui réunissent 40% de la population de l'UE 28.

En **Allemagne**, la consommation des ménages marque le pas. Seuls les achats de fromages ont progressé (+1% /2015 en volume). Les achats de crème et de fromages frais ont stagné en volume. Ceux de laits liquides, de beurre et de yaourts ont fléchi de 2 à 4%.

Au **Royaume-Uni**, la consommation est aussi contrastée.

En 2016, les ménages ont stabilisé leurs achats de laits conditionnés en volume, mais ont dépensé plus (+1% /2015). En revanche, ils achètent toujours plus de fromages (+4% /2015 en volume) sans dépenser plus. Toutes les spécialités profitent de l'appétit croissant des britanniques pour les fromages.

En Europe du Sud, la consommation de laits conditionnés s'effrite dans la plupart des pays. En **Espagne**, celle d'ultra-frais et de fromages est plutôt dégradée, en revanche les achats de beurre et de crème sont croissants. En **Italie** et au **Portugal**, les achats de desserts frais et de fromages frais sont haussiers.

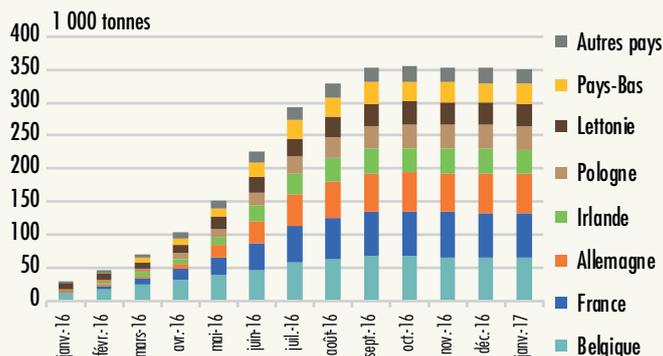
En **Pologne**, la consommation de produits laitiers est très bien orientée. Les achats des ménages progressent en volume de 1% pour le kéfir à 17% pour les fromages « durs » sur la période de janvier à septembre 2016, selon Nielsen. Seules les ventes de laits condensés déclinent.

STOCKS 2016

Les stocks de beurre et fromages se sont étoffés au 1^{er} semestre lors de la hausse saisonnière des fabrications, qui fût exceptionnellement forte en 2016 en raison de l'afflux de lait.

Ils ont ensuite fortement reflué au 2^{ème} semestre, d'autant que la baisse saisonnière des fabrications a été accentuée par le ralentissement de la collecte européenne.

VOLUMES DE POUDRE MAIGRE EN STOCK À L'INTERVENTION



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après d'après MMO

Estimé à 130 000 t début 2016, le volume de beurre stocké dans l'agro-alimentaire (fabricants et utilisateurs) serait tombé à 75 000 t début 2017. Celui de fromages aurait été ramené de 280 000 à 220 000 t sur la même période. Les laiteries ont utilisé plutôt abondamment le dispositif d'aide au stockage privé de beurre. En somme, le stock européen de matière grasse laitière (beurre et fromages) a nettement fondu en 2016, retrouvant le niveau normal d'avant la crise, après avoir nettement gonflé en 2016.

En revanche, le stock de poudre maigre, qui s'est lui aussi étoffé au 1^{er} semestre, ne s'est pas dégonflé au 2nd semestre, malgré la très forte baisse saisonnière des fabrications européennes. De 282 000 t début 2016, le volume stocké a bondi à 505 000 t, dont 351 000 t à l'intervention et 152 000 t chez les fabricants.

En 2016, 322 000 t de poudre maigre ont été retirées du marché et stockées à l'intervention pour dégager le marché et soutenir les cours. Sept pays ont fourni plus de 90% des volumes : la France (65 250 t), la Belgique (53 900 t), l'Allemagne (58 400 t), l'Irlande (35 220 t), la Pologne (33 165 t), les Pays-Bas (29 500 t) et la Lettonie (26 300 t). Fin 2016 lors de l'embellie sur les marchés, la Commission européenne n'a réussi à vendre que de petits volumes de poudre de lait stockée à l'intervention.

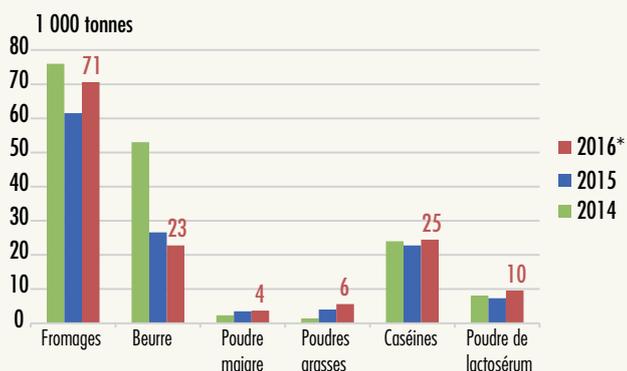
En somme, les stocks de produits laitiers ont globalement été stationnaires en MSU totale entre le début et la fin 2016, mais leur composition a évolué : avec d'un côté davantage de protéines laitières et de l'autre nettement moins de matière grasse.

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

COMMERCE EXTÉRIEUR 2016

L'excédent commercial de l'UE s'est stabilisé à 13,5 milliards €, malgré la baisse des prix des protéines laitières, grâce à la hausse du solde en volume, estimé à +17,4 millions de tonnes équivalent lait.

IMPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



*estimations
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

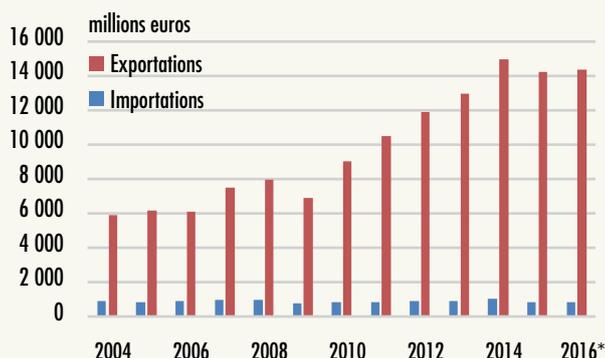
Des importations toujours réduites

Toujours relativement faibles, les importations extra-communautaires de produits laitiers ont regagné des volumes en 2016. Estimées à 1,2 million de tonnes équivalent lait, elles couvrent moins de 1% de la consommation européenne. Ces produits entrent à droits de douane nuls ou réduits dans le cadre de contingents d'importation.

Les importations de fromages ont rebondi de 15% /2015, à 70 600 t, sans retrouver leur volume de 2014 (76 000 t). Les trois quarts des volumes sont des fromages de garde suisses, stables d'une année sur l'autre. Le reste se répartit en deux tiers de fromages océaniques, qui ont plus que doublé à 12 400 t, et un tiers en provenance de multiples destinations (Norvège, Serbie, Canada, États-Unis...).

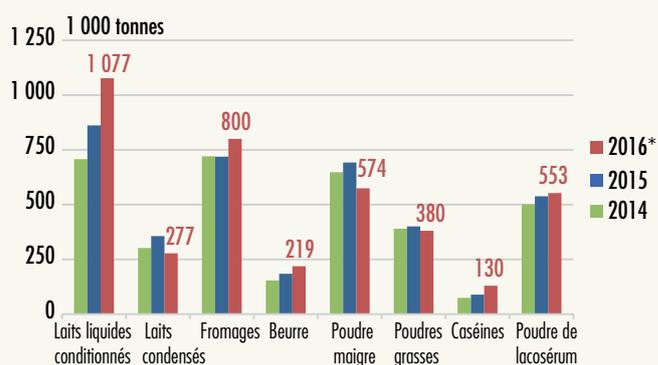
Les importations de beurre, presque exclusivement néo-zélandais, se sont encore érodées. Tombées à 7 500 tonnes, elles ont été divisées par cinq en deux ans. Elles avaient bondi début 2014, attirées alors par un marché européen très rémunérateur faute de disponibilités intérieures. En 2016, la Nouvelle-Zélande n'a ainsi utilisé que 7% de son contingent de beurre à droit de douane nul (77 000 t de beurre).

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE L'UE 28 AVEC LES PAYS TIERS



*estimations
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE PRODUITS LAITIERS DE L'UE 28



*estimations
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Des exportations accrues en volume

En 2016, les exportations extra-communautaires de produits laitiers ont progressé modérément (+4% /2015), insuffisamment pour résorber l'important stock de poudre maigre. Estimées à 18,6 millions de tonnes équivalent lait tous produits confondus, elles ont écoulé 12% de la collecte européenne. Elles ont surtout progressé au 1^{er} semestre grâce à d'importantes disponibilités dans toutes les familles de produits, puis ont été globalement stationnaires au 2nd semestre par rapport au haut niveau du 2nd semestre 2015.

Les expéditions de laits conditionnés sont restées dynamiques, à près de 1 077 000 t. En hausse de 25% /2015, elles ont doublé depuis 2013, grâce à l'explosion des ventes en Chine, devenue la 1^{ère} destination. Deux pays, l'Allemagne et la France, assurent plus de la moitié des expéditions extra-communautaires de laits conditionnés. En 2016, elles ont faiblement progressé depuis l'Allemagne (357 000 t), mais ont bondi de 50% en partance de France (221 000 t).

Les exportations de fromages ont battu un nouveau record à 800 000 t, rebondissant après la fermeture du marché russe qui avait provoqué un net reflux en 2014 (-8% /2013). Celles de beurre et de beurre anhydre ont encore progressé après le rebond de 2015 à 219 000 t, grâce à des disponibilités abondantes et compétitives au 1^{er} semestre.

Les exportations d'ingrédients secs ont été globalement stationnaires sur pays tiers. D'un côté les expéditions de poudre maigre ont chuté pour cause de retrait massif via l'intervention et celles de poudres grasses ont perdu des parts de marché face à la concurrence agressive de la Nouvelle-Zélande. De l'autre, les exportations de poudre de lactosérum ont progressé modérément (+3% /2015), en premier lieu sur la Chine.

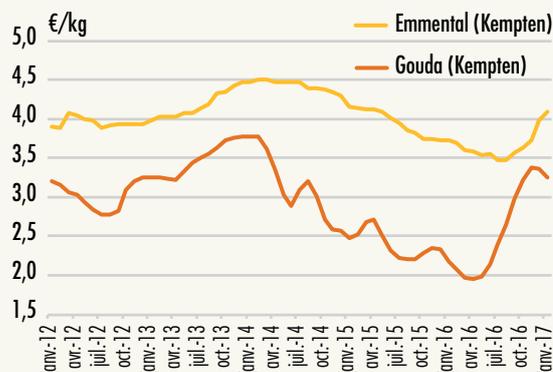
...Mais stables en valeur

Estimées à 14,4 milliards d'euros en 2016, les exportations extra-communautaires se sont stabilisées en 2016. Elles reposent pour 28% sur les ventes de fromages, suivies des laits infantiles (25%), des poudres de lait (9% poudre maigre et 9% poudres grasses), de la poudre de lactosérum (6%), du beurre (6%) et des caséines (4%).

MARCHÉ DES FROMAGES

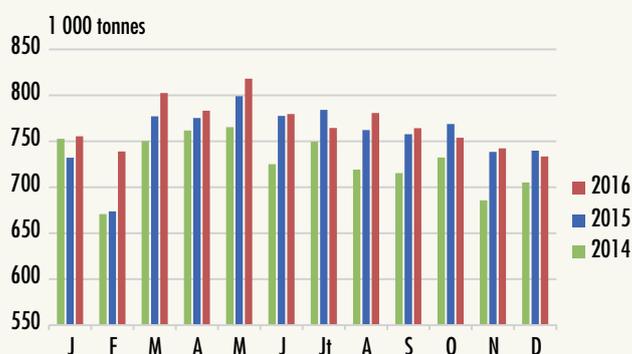
L'Union européenne conforte son leadership sur le marché mondial des fromages, malgré la fermeture du marché russe depuis août 2014. Ses fabrications, croissantes au 1^{er} semestre, ont marqué le pas au 2nd. Grâce à une demande interne croissante, les stocks sont retombés à des niveaux « normaux ».

COURS DES FROMAGES AU STADE DE GROS



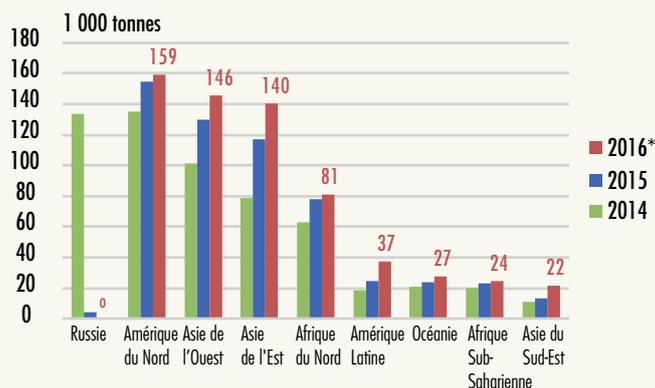
Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ZMB

FABRICATIONS DE FROMAGES DANS L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE FROMAGES SELON LES DESTINATIONS



*estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

800 000 t.

Ce sont les exportations extracommunautaires de fromages en 2016.

Rebond des cours des fromages ingrédients au 2nd semestre

Le cours du gouda s'est déprécié de 35 centimes au 1^{er} semestre dans le sillage des protéines laitières. Au plus bas à 1,99 €/kg en juin sur le marché de Hanovre (Allemagne), il a regagné 1,27 €/kg au 2nd semestre, à 3,36 €/kg en décembre. À 2,52 €/kg, le prix moyen annuel dépasse à peine son bas niveau de 2015, mais se situe 20% sous le bon niveau de 2014.

Le cours de l'emmental, moins dépendant de la conjoncture internationale, s'est moins déprécié au 1^{er} semestre (-0,25 €/kg) avant de se redresser de 0,50 €/kg au 2nd semestre. À 3,63 €/kg, le prix moyen annuel a baissé de 8% d'une année sur l'autre et de 20% par rapport à l'excellent niveau de 2014 (4,44 €/kg).

Progression toujours modérée des fabrications européennes

Les fabrications européennes de fromages (toutes familles confondues) ont progressé modérément (+1,4% ou +140 000 t), moins vite qu'en 2015 (+3%/2014). De nombreuses laiteries avaient alors été contraintes de fabriquer des fromages faute de capacité de séchage suffisante pour absorber l'afflux exceptionnel de lait. Les fabrications ont surtout progressé au 1^{er} semestre (+3%/2015), puis ont marqué le pas au 2nd semestre sous l'effet d'une collecte européenne ralentie et de stocks importants en entreprise.

Quatre pays ont réalisé l'essentiel des fabrications supplémentaires : l'Espagne (+57 000 t une croissance surprenante compte tenu de la faible hausse de collecte), les Pays-Bas (+44 000 t), la Pologne et le Danemark. À l'inverse, les fabrications allemandes et françaises ont fléchi respectivement de -1,5% et -3%/2015. Cinq pays réalisent ensemble 3/4 des fabrications européennes : l'Allemagne (25%), la France (19%), l'Italie (11%), les Pays-Bas (10%) et la Pologne (9%).

Croissance régulière de la consommation européenne

Calculée par bilan, l'utilisation européenne de fromages (toutes espèces) a progressé de 1,9%/2015, cinq fois la croissance démographique (+0,4%). Estimée à 18,7 kg en 2016, la consommation moyenne de fromages par Européen a ainsi gagné 200 g en un an (+1,1%) et près de 1,0 kg depuis 2007. Les écarts de consommation sont toujours considérables entre pays : de 5 kg en Roumanie à 26 kg en Finlande.

Des exportations record malgré l'embargo russe

En 2016, les exportations européennes ont bondi de 11% à 800 000 t, grâce à des ventes toujours très dynamiques vers l'Asie de l'Est et de l'Ouest : +23% vers la Corée du Sud (43 000 t), +15% vers le Japon (79 000 t), +16% vers l'Arabie Saoudite (45 000 t), +10% vers le Liban (19 400 t) et vers les Emirats arabes unis (18 000 t). Elles ont progressé plus modestement (+2%) vers les États-Unis (142 000 t), de loin la 1^{ère} destination en valeur, vers l'Algérie (27 000 t) et l'Égypte (22 000 t). Enfin, elles sont toujours au point mort vers la Russie.

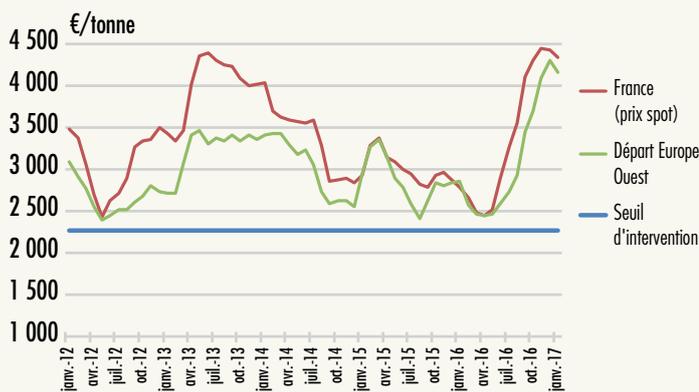
Les expéditions ont progressé depuis l'Allemagne (+23%/2015) à 115 200 t, désormais 2^{ème} exportateur devant la France, mais loin derrière les Pays-Bas (+4% à 138 000 t). Elles ont aussi progressé en partance d'Italie (96 000 t), du Danemark (65 600 t) et d'Irlande (49 300 t). Les expéditions polonaises ont en revanche plafonné sur pays tiers (47 200 t). Ces sept pays ont réalisé près de 4/5 des exportations extracommunautaires en 2016.

4 PRODUCTION ET MARCHÉS EUROPÉENS

MARCHÉ DU BEURRE

Encore très abondantes début 2016, les disponibilités en beurre se sont rarifiées au fil des mois dans le sillage de la chute de la collecte européenne, provoquant un redressement spectaculaire des cours au 2nd semestre.

COURS DU BEURRE CUBE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

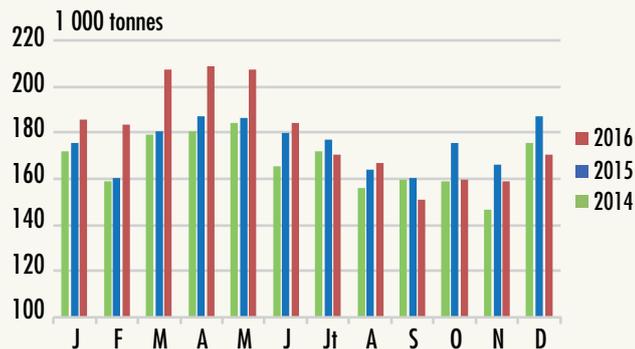
Après une lente dépréciation jusqu'en avril 2016, la cotation ATLA du beurre vrac a rebondi de presque 2 000 €/t, à 4 400 €/t en décembre, égalant ainsi son niveau record atteint début 2013. À 3 330 €/t en 2016, la cotation annuelle moyenne tutoie le bon niveau de 2014, mais se situe 17% sous l'excellent de 2015.

Des fabrications européennes contrastées

Les fabrications européenne de beurre ont été historiquement élevées de janvier à mai (+12% /2015), conséquence du dynamisme de la collecte européenne. Elles ont ensuite amorcé une baisse saisonnière très prononcée, chutant de 3% /2015 au 3^{ème} trimestre puis de 5% au 4^{ème} trimestre. Estimées à 2,25 millions de tonnes en 2016, les fabrications annuelles excèdent finalement de 2,5% le précédent record de 2015 (soit +55 000 t).

Elles ont été particulièrement dynamiques au Danemark (+30%), en Belgique (+14%), en Pologne (+9%) et en Irlande (+6%). Elles ont en revanche stagné en Allemagne, 1^{er} fabricant européen, et ont reculé en France (-3%), 2^{ème} producteur européen. Avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas, ces huit pays font 80% de la production européenne de beurre.

FABRICATIONS DE BEURRE DANS L'UE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Consommation européenne robuste et croissante

Estimée par bilan, l'utilisation de beurre dans l'Union européenne a frôlé 2,1 millions de tonnes. Elle aurait progressé de plus de 3%, bien plus vite que la démographie (+0,4%). La consommation moyenne par habitant atteindrait ainsi près de 4,1 kg (+100 g /2015 et +300 g /2013).

Nette hausse des exportations

Les exportations européennes de beurre et de *butter oil* ont encore fortement progressé à 219 000 t (+19% /2015). Elles ont surtout bondi au 1^{er} semestre grâce à des disponibilités européennes abondantes. Les exportateurs ont alors profité de la demande internationale dynamique, en premier lieu aux États-Unis.

Les exportations européennes ont progressé vers presque toutes les destinations : +11% vers les États-Unis (19 300 t), +34% vers l'Arabie Saoudite (18 800 t), +13% vers l'Égypte (12 600 t), +30% vers la Chine (7 200 t), +72% vers le Maroc (8 300 t), +64% vers le Japon (5 900 t).

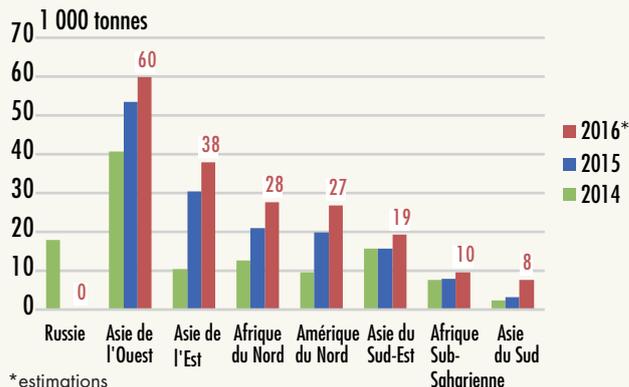
Six pays, Irlande en tête, ont réalisé l'essentiel des expéditions supplémentaires sur pays tiers, composées surtout de beurre et secondairement de *butter oil*. L'Irlande a accru de 50% ses exportations à 34 000 t, confortant sa troisième place derrière la France (+10% à 41 000 t) et les Pays-Bas (+12% à 56 000 t). Avec la Belgique, l'Allemagne et le Danemark, ces six pays ont assuré 83% des exportations européennes de beurre et de *butter oil* en 2016.

Des stocks redevenus normaux

Les fabrications supplémentaires ont encore réduit les importations de 14% à 23 000 t. La fermeté de la consommation et le dynamisme des exportations ont résorbé tout le surstock accumulé en 2015 et au 1^{er} semestre 2016. Les stocks en entreprise sont ainsi retombés à un niveau normal (75 000 t fin 2016).

Les fabricants ont autant utilisé qu'en 2015 le dispositif d'aide au stockage privé : 143 000 t aidées. Très étoffés au 1^{er} semestre 2016, les volumes aidés ont rapidement reculé au 2nd semestre, retombant à 27 000 t en décembre 2016, contre 51 000 t un an auparavant.

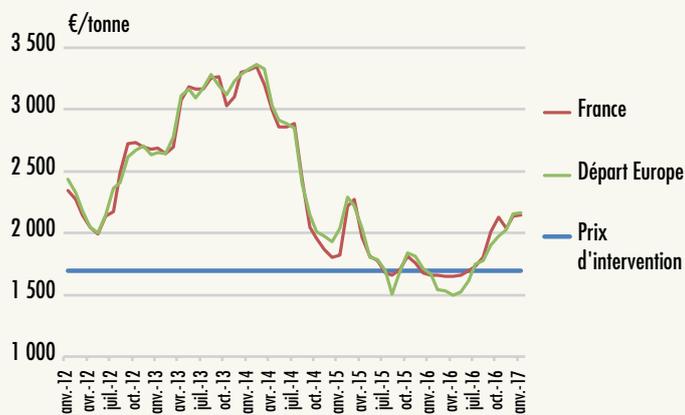
EXPORTATIONS DE BEURRE SELON LES DESTINATIONS



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

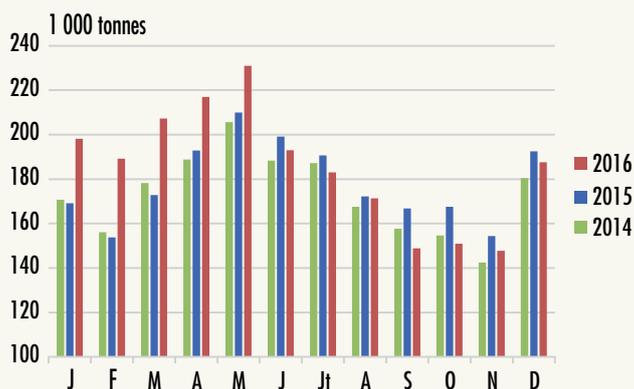
Soutenu par l'intervention, le marché des protéines laitières ne s'est que faiblement redressé au 2nd semestre, malgré le fort ralentissement des fabrications. L'équilibre offre/demande reste précaire d'autant que l'UE possède 351 000 t en stock à l'intervention.

COURS DE LA POUDRE MAIGRE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après ATLA & ZMB

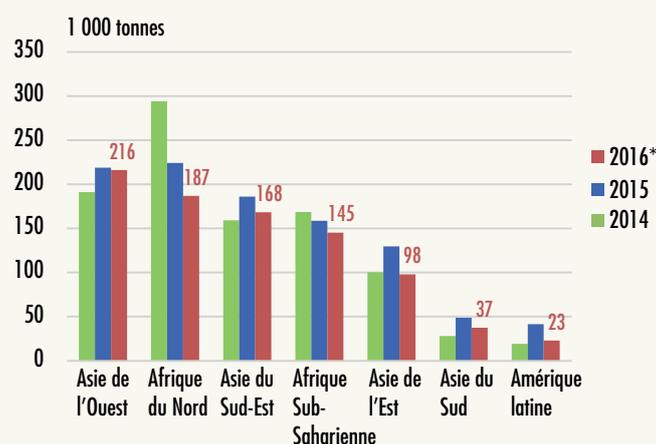
FABRICATIONS DE POUDRES DE LAIT DANS L'UE



*estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS DE POUDRES DE LAIT SELON LES DESTINATIONS



*estimations

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Très dégradé au 1^{er} semestre, le marché des protéines laitières s'est très faiblement redressé au 2nd, malgré la chute de la collecte européenne. De janvier à juin, la cotation ATLA de la poudre maigre est demeurée sous le seuil d'intervention malgré des achats massifs à l'intervention. Au 2nd semestre, elle s'est appréciée de 440 €/t (+25%) à 2 135 €/t en décembre, malgré la chute spectaculaire des fabrications. La moyenne annuelle (1 818 €/t) ne dépasse que de 25 € le bas niveau de 2009 et se situe encore 40% sous l'excellent niveau de 2013 (3 048 €/t).

Nouvelle hausse des fabrications de poudre maigre

Les fabrications européennes de poudre maigre ont été très abondantes au 1^{er} quadrimestre (+18% /2015), puis ont connu une baisse saisonnière très prononcée sur les huit mois suivants (-3% /2015). En somme, les fabrications annuelles ont progressé de 4% à 1,74 million de tonnes. L'essentiel des fabrications supplémentaires a été réalisé en Allemagne (+9%), en Irlande (+30%), au Danemark (+38%) et en Belgique (+11%). La France reste leader malgré des fabrications en baisse (-6%). La France, l'Allemagne, la Pologne, la Belgique et l'Irlande réalisent 70% des fabrications européennes.

Les fabrications de poudres grasses ont connu une évolution analogue : bond de 14% au 1^{er} quadrimestre, suivi d'un tassement de 2% sur les 8 mois suivants. Sur l'année, elles ont progressé de 3% /2015 à 829 000 t. Les Pays-Bas, 1^{er} pays producteur, ont réalisé l'essentiel des fabrications supplémentaires (+20%), loin devant l'Allemagne (+6%) qui a détrôné la France à la deuxième place. Avec le Danemark, ces 4 pays réalisent 60% des fabrications européennes.

Des surplus étoffés et stockés à l'intervention

Estimés à 282 000 t par ATLA début 2016, les stocks de poudre maigre (entreprise et intervention) ont gonflé au fil des mois, à 505 000 t début 2017. L'activation de l'intervention a permis de retirer du marché 322 000 t de poudre maigre, pour stabiliser les cours qui, sans cela, se seraient davantage effondrés. D'autre part 88 500 t ont bénéficié d'une aide au stockage privé en 2016.

Fin 2016, le stock d'intervention s'élevait à 351 000 t (soit de 2,5 mois de fabrications) et les stocks privés à 154 000 t, dont 68 335 t aidés.

Reflux des exportations

Les ventes à l'intervention ont ralenti les exportations européennes de poudre maigre entre mars et octobre par rapport au record enregistré en 2015.

Les exportations annuelles de poudre maigre ont fléchi de 17% à 574 000 t. Les ventes ont reflué sur toutes les grandes destinations : -17% vers l'Algérie (90 600 t), -6% vers la Chine (51 000 t), -30% vers l'Egypte (43 600 t). Seules les ventes à l'Arabie Saoudite ont bondi de 35% à 35 000 t.

Les exportations de poudres grasses ont aussi marqué le pas en fin d'année, de 5% à 380 000 t en 2016. Elles ont bondi de 25% vers la Chine (22 400 t), mais ont fléchi vers les autres grands clients : -20% vers Oman (46 000 t), -5% vers l'Algérie (32 800 t), -38% vers le Nigeria (17 200 t)...

Six pays assurent près de 78% des exportations européennes de poudre de lait (maigre et grasses) : les Pays-Bas et la France, les deux premiers, ont réduit modérément leurs envois, respectivement de -7% et -3%. Suivent l'Allemagne (-21% /2015) le Danemark (-7%) et la Pologne (-22%).

Croissance continue des expéditions de lactosérum

L'UE a accru ses exportations de poudre de lactosérum, de +7% /2015 à 553 000 t, dont 32% partent de France (+7%), 18% de Pologne, 13% d'Allemagne (-8%) et 10% des Pays-Bas. Les principales destinations demeurent la Chine (158 000 t), l'Indonésie (86 000 t), la Malaisie (56 700 t), la Thaïlande (39 200 t), le Vietnam (31 100 t), le Pakistan et les Philippines (14 000 t).

5

L'INDUSTRIE LAITIÈRE

Principaux événements de l'année 2016



En France, le mouvement de concentration s'est poursuivi en 2016. Les principaux transformateurs coopératifs et privés ont racheté quelques belles pépites, PME ou fabricants spécialisés à forte notoriété, mais confrontés à des besoins de financement pour se développer ou des problèmes de succession.

Les investissements les plus importants concernent désormais les fabrications fromagères, ceux dans les ingrédients laitiers marquent le pas. En revanche, les investissements restent limités dans les ultra-frais, secteur en crise de surproduction. Même chose en Europe du Nord et de l'Ouest où les transformateurs leaders continuent d'augmenter leur zone d'influence et de restructurer leurs outils.

FRANCE

Quelques fusions et de nombreuses acquisitions

La **Coopérative Laitière de Haute-Normandie (CLHN)** rejoint **Sodiaal** qui accroît ainsi sa collecte de 250 millions de litres en provenance de 450 exploitations.

La coopérative de **Saint-Denis-lès-Bourg** et la coopérative laitière d'**Étrez** concrétisent également leur rapprochement, la nouvelle entité gardant le nom de la coopérative laitière d'Étrez.

Plusieurs sites de transformation changent de propriétaire. **Lactalis** acquiert le fromager normand **Graindorge**, qui collecte 48 millions de litres de lait par an, dont 42 potentiellement valorisables en produits AOP, ainsi que le spécialiste de la nutrition diététique et sportive **JLB**.

Eurial, la branche laitière d'**Agrial**, reprend le fromager **Guilloteau**, qui génère un chiffre d'affaires de 65 millions €, dont 35% à l'exportation. **Maîtres Laitiers du Cotentin** acquiert le fabricant de camembert AOP **Réaux**, qui réalise un chiffre d'affaires de 17,5 millions €, puis début 2017 le fabricant de produits ultra-frais **Yéo**.

Le groupe **Bel** rachète, pour un montant de 850 millions €, 65% du capital de **MOM**. Fabriquant des compotes à la marque **Materne** et des crèmes dessert à la marque **Mont Blanc**, **MOM** génère un chiffre d'affaires de 362 millions €, détient 4 usines, 2 en France et 2 aux États-Unis.

Enfin, **Danone** acquiert 40% de **Michel et Augustin**, qui commercialise des yaourts et des biscuits en France et aux États-Unis.

Lait liquide et substituts végétaux

Le principal investissement annoncé en France par voie de presse en 2016 concerne **Synutra**. Après les deux tours de séchage mises en service en 2016 sur son site de Carhaix (29), le groupe chinois annonce une nouvelle tranche d'investissement d'un montant de 200 millions € pour

créer une usine de lait UHT ainsi que, d'après les premières informations, une fromagerie. La société d'intérêt collectif agricole bretonne **Lait'sprit d'Éthique** investit 6,5 millions € dans une usine de lait UHT à Trémoré (22). **Sodiaal** investit 26 millions € sur le site de conditionnement de lait liquide de La Talaudière (42), dans le cadre d'un contrat longue durée conclu avec **Synutra**.

LSDH agrandit son site de Saint-Denis-de-l'Hôtel (45) pour développer la fabrication de substituts de lait liquide à base de jus végétaux. La firme belge **Alpro**, filiale du groupe américain **WhiteWave Foods**, qui fait actuellement l'objet d'une OPA par **Danone**, investit 50 millions € dans l'agrandissement de son usine d'Issenheim (68), spécialisée dans les substituts à base de soja. Moyennant 5 millions €, **Flécharde** agrandit de 6 000 m² son site de La Chapelle d'Andaine (61) pour le doter d'un atelier de fabrication de substitut végétal de fromage à tartiner.

Ingrédients secs

Eurosérum, filiale du groupe **Sodiaal**, construit un atelier de fabrication de lactosérum déminéralisé, attenant à l'usine de **Synutra** à Carhaix (29), moyennant un investissement de 16 millions €. **Nestlé** investit 27 millions € dans la modernisation des lignes de fabrication de lait infantile de son site de Boué (02).

Des investissements conséquents dans les fromages

Une quinzaine de projets, représentant un montant d'environ 200 millions €, sont annoncés dans le domaine fromager. À lui seul **Eurial** projette investir 135 millions € pour doubler à 80 000 tonnes la capacité annuelle de fabrication de mozzarella de son site d'Herbignac (44).

Laïta investit 20 millions € pour améliorer ses installations de découpe et de préemballage d'emmental de la fromagerie de Ploudaniel (29).

Fromageries Perreault, filiale de **Savencia**, construit une nouvelle unité de tranchage de fromages à Azé (53) moyennant 8 millions €.

Juraflore étend également la capacité d'affinage du Fort des Rousses (39) de 95 000 à 130 000 places (projet de 13 millions €). **Poitou Chèvre** rénove le site de Bougon (79) repris auprès de **Terra Lacta** (projet de 8 millions €).

La **Coopérative des Bergers du Larzac** (projet de 7 millions €) agrandit son site de fabrication de fromages de brebis à La Cavalerie (12). **Guilloteau** (projet de 3,5 millions €) augmente de 50% la capacité de sa fromagerie localisée à Belley (01). **Rivoire & Jacquemin** accroît de 120 000 à 150 000 places la capacité d'affinage de Comté de son site de Montmorot (39).

La coopérative irlandaise **Tipperary** agrandit le site de sa filiale française **Tippagral** (projet de 4 millions €) à Dijon (21), spécialisée dans le râpage et la découpe des pâtes pressées. L'**Entreprise Laitière du Sauvain** (42), filiale du groupe **Casino**, finalise un investissement de 1,4 million € pour rénover sa fromagerie.

Les **Fromageries de Blâmont** (projet de 1,7 million €), filiale de **Sodiaal**, finalisent la rénovation du site de fabrication de Munster localisé à Herbéviller (54). **Pâturages Comtois** (projet de 2,5 millions €) rénove et agrandit son usine de d'Aboncourt-Gésincourt (70). La **Fruitière des villages réunis** (projet de 4,3 millions €) construit une nouvelle fromagerie à Valdahon (25). **Lehmann** (projet de 2,5 millions €) se dote d'un nouvel atelier de fabrication de cancoillotte près de Montbéliard (25). **Copiaa** (projet de 0,7 million €) installe deux nouvelles lignes de fabrication de fromages fondus à Brebières (62). La **fromagerie Germain**, filiale de **Triballat Rians**, annonce le prochain transfert de ses fabrications de pâtes molles au sein d'une nouvelle unité localisée à Vaux-sous-Aubigny (52).

Des investissements limités dans l'ultra-frais et crèmes glacées

MOM finalise un plan d'investissement de 40 millions € sur 3 ans pour accroître ses capacités de fabrication de desserts, notamment de crèmes Mont Blanc, de son usine de Chef-du-Pont (50). **General Mills** (3 millions €) construit

un centre de R & D à Vienne (38) pour ses marques Yoplait et Häagen-Dazs. **Cogesal Miko**, filiale d'**Unilever**, installe une ligne de fabrication de crèmes glacées en bâtonnet à la marque Magnum sur son site de Saint-Dizier (52). **Yoplait** investit 1 à 2 millions € dans le réaménagement de la voirie et du parking de son site de Monéteau (89), en vue d'agrandir ultérieurement ses capacités de fabrication. **Péchalou** (projet de 0,4 million €) double la capacité de production de yaourts de son usine de Saint-Cyprien (24).

Quelques investissements dans des beurreries

Laïta annonce un plan d'investissement de 24 millions € sur 5 ans pour rénover ses beurreries localisées à Ancenis (44) et à Landerneau (29). La laiterie **Le Gall**, filiale de la **Sill**, investit 2,4 millions € pour accroître sa capacité de fabrication de beurre biologique.

Les leaders français se déploient toujours à l'international

Danone devient l'actionnaire majoritaire de sa filiale **Fan Milk**, qui opère en Afrique de l'Ouest. En portant sa participation de 49% à 51%. Il acquiert le fabricant égyptien de fromage frais **Halayeb**. **Danone** lance une OPA sur le groupe américain **WhiteWave Foods** qui valorise l'intégralité de son capital à 9 milliards €. Le groupe acquiert 42% du capital de sa filiale russe **Danone Unimilk**, moyennant 542 millions €, ce qui porte sa participation à 92,9%. **Danone** investit plus de 200 millions € pour accroître de 6% sa participation à 98,4% dans **Danone España**. Enfin, il cède sa filiale de fabrication de yaourts au Chili auprès du groupe chilien **Watt's** pour un montant de 21 millions €.

Lactalis acquiert le groupe laitier géorgien **Sante** (23 millions € de chiffre d'affaires). Il reprend les deux sites de transformation laitière du groupe indien **Anik Industries** pour un montant de 64 millions €. **Lactalis** devient l'unique actionnaire du groupe ukrainien **Nikolaev**, après acquisition des 1,58% du capital qu'il ne détenait pas. Il rachète auprès du groupe **Nestlé** les droits de la marque de yaourts australienne **Ski** pour un montant de 16 millions €. Enfin, **Lactalis** acquiert les deux laiteries roumaines **Albalact** et **Covalact**.

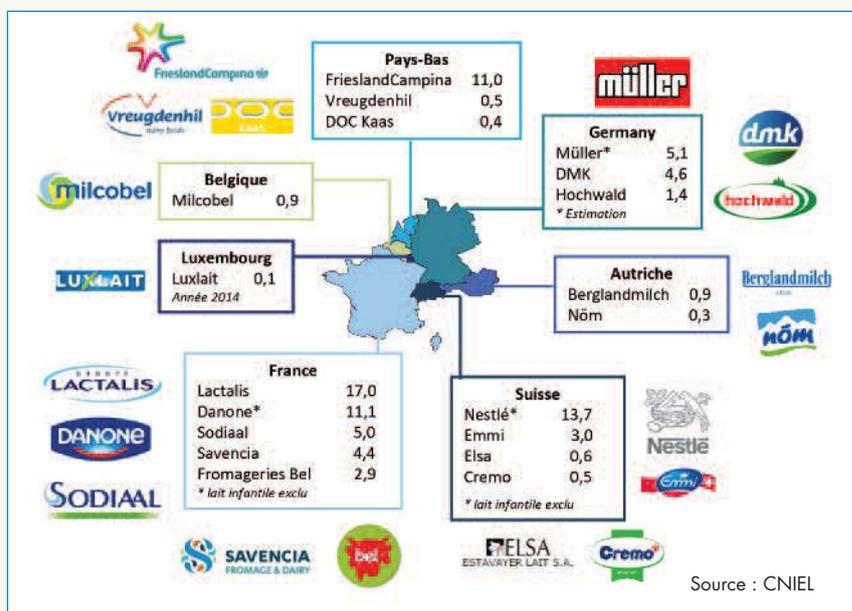
EUROPE DE L'OUEST

EN ALLEMAGNE, **DMK** cède deux sites de transformation, l'un à Herdorf auprès du fabricant d'aliments infantiles **Hipp**, l'autre à Coesfeld auprès de sa filiale (à 51%) **Fude + Serrahn**, qui fabrique et négocie des poudres de lait. En parallèle, **DMK** acquiert 50% du capital du groupe fromager russe **RichArt**, basé à Woronesch au Sud de Moscou. Début 2017, le fromager allemand **Hochland** acquiert le fabricant américain de fromages frais à tartiner **Franklin Foods**.

Goldsteig construit une nouvelle usine sur son site de Plattling qui transformera 325 000 litres de lait par jour en crème et lait concentré écrémé. **Berchtesgadener Milch** investit 14 millions € dans une nouvelle centrale de production d'électricité et de vapeur, et 10 millions € pour accroître ses capacités de fabrication de fromage blanc. **Meggle** inaugure une nouvelle tour de séchage sur le site de Reimehring, suite à un investissement de 18 millions €. **Almil** agrandit son site de fabrication de poudre à Bützow,

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'OUEST

Chiffre d'affaires en 2015 en milliard €



Source : CNIEL

5 LES TRANSFORMATEURS

moyennant 15 millions €. **Molkerei Hainichen** investit 20 millions € sur 2 ans pour rénover et agrandir sa fromagerie localisée à Freiberg. L'irlandais **Ornua** accroît la capacité de conditionnement de beurre de son site de Neukirchen-Vluyn pour 8 millions €.

Le groupe suisse **Emmi** augmente de 76% à 100% sa participation dans le spécialiste allemand des produits laitiers biologiques **Gläserne Meierei**.

EN AUTRICHE, **SalzburgMilch** reprend l'activité du spécialiste du lait biologique Lembach. **Voralberg Milch** annonce un investissement de 25 millions € pour accroître sa fromagerie localisée à Feldkirch.

AU LUXEMBOURG, le groupe grec **Fage** annonce un projet de construction d'une usine de produits ultra-frais au pour un montant de 100 millions €.

AUX PAYS-BAS, **Nestlé** investit 80 millions € dans son usine d'aliments infantiles de Nunspeet. **FrieslandCampina** contracte un prêt de 150 millions € auprès de la Banque

Européenne d'Investissement pour étendre son centre de R & D localisé à Wageningen.

FrieslandCampina acquiert 51% du capital du transformateur laitier pakistanais **Engro Foods** pour un montant de 450 millions €.

EN SUISSE, le groupe italien **Granarolo** acquiert 60% du grossiste en produits italiens **Comersa**, **Emmi** porte sa participation de 60% à 100% dans **Mittelland Molkerei**, tandis que le groupe **Hochdorf** rachète pour 138 millions € le spécialiste des aliments infantiles **Pharmalys Labs**. En parallèle, **Emmi** poursuit ses emplettes à l'international.

Aux États-Unis, il acquiert les fabricants de fromages biologiques **Tomales Bay Foods** et **Cowgirl Creamery**, puis début 2017 le fabricant de fromages de chèvre **Meyenberg Goat Milk**. Il porte sa participation dans sa filiale chilienne **Surlat** à plus de 85%, et devient l'unique actionnaire de sa filiale allemande **Gläserne Meierei**. Enfin, début 2017, il acquiert 80% du capital du fabricant espagnol de caillé de chèvre **Lácteos caprinos**.

EUROPE DU NORD

AU DANEMARK, deux spécialistes danois des produits laitiers biologiques, **Øllingegaard** et **Naturmælk**, annoncent leur prochaine fusion.

EN IRLANDE, **Nestlé** investit 25 millions € dans l'extension du site de R & D de sa filiale **Wyeth** localisé à Askeaton. **Glanbia Ingredients Ireland** projette un doublement de la capacité de sa fromagerie de Wexford, moyennant 35 millions €. **Ornua** acquiert une laiterie chinoise, **Ambrosia Dairy**, localisée près de Shanghai.

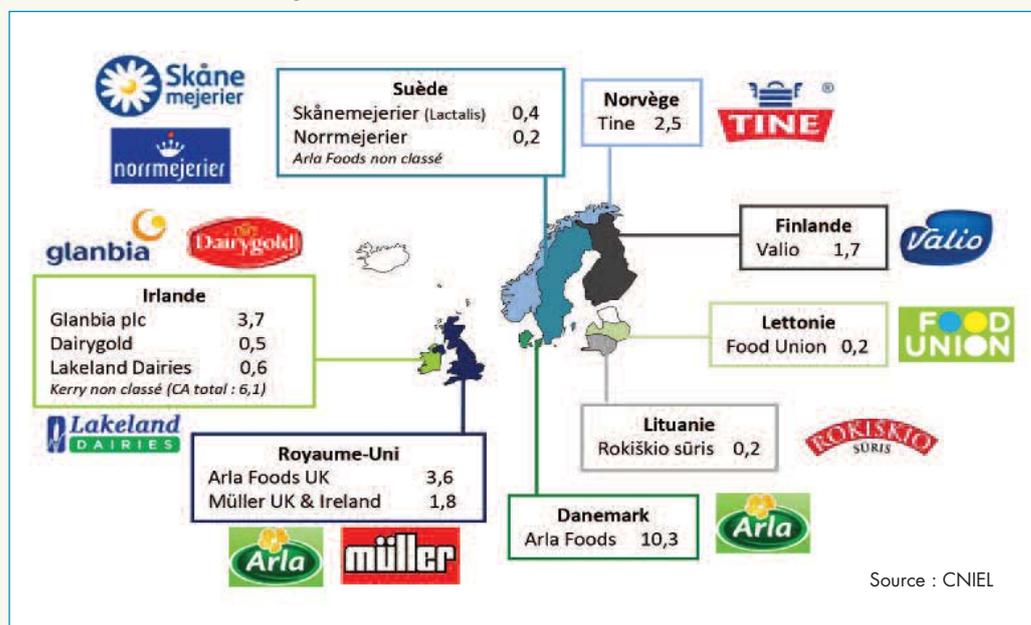
EN FINLANDE, **Valio** investit 170 millions € dans la construction d'un atelier de snacks laitiers au sein de son usine localisée à Herajoki. En parallèle, il vend sa souche de ferments LGG et son site de production dédié auprès de **Chr. Hansen** pour 73 millions €.

DANS LES PAYS BALTES, le groupe letton **Food Union** acquiert les fabricants de crèmes glacées norvégien **Isbjorn Is** et roumain **Alpin57Lux**. **Baltic Dairy Board** projette un investissement de 18 millions € sur 3 ans pour accroître les capacités d'extraction de protéines lactières et sériques de son usine localisée à Bauska.

Vilkyškiu Pienine construit une unité de valorisation du lactosérum à Taurage (Lituanie) pour un montant de 26 millions €. **MPK** investit 7,7 millions € dans l'installation d'une nouvelle ligne de fabrication de beurre et dans la modernisation de ses installations.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU NORD

Chiffre d'affaires en 2015 en milliard €



Source : CNIEL

EN NORVEGE, **Synnøve Finden** investit 54 millions € dans une nouvelle usine de yaourt à Tolga.

AU ROYAUME-UNI, **Arla Foods** devient l'unique propriétaire du fabricant britannique de poudre de lait **Westbury**, suite à l'acquisition de la participation de **First Milk**, son autre coactionnaire. La coopérative irlandaise **Lakeland Dairies** reprend l'activité laitière de **Fane Valley**, localisée dans l'Ulster, et transforme désormais 1,1 milliard de litres de lait par an. Le fond d'investissement américain **Paine & Partners** prend le contrôle de **Meadow Foods**.

Le fabricant de crèmes glacées **R&R** finalise un plan d'investissement de 31 millions € dans la rénovation

de son usine localisée à Leeming Bar. En parallèle, il annonce un partenariat international avec **Nestlé** dans le domaine des glaces et des surgelés. Une joint-venture 50/50 intitulée **Froneri**, opérant dans 20 pays et employant 15 000 personnes, est ainsi créée.

Müller annonce un plan d'investissements à 2020 de 135 millions € pour moderniser et rénover ses sites de transformation en Grande-Bretagne. **Nestlé** investit 95 millions € pour rénover son site d'ingrédients localisé à Dalston. **Tomlinson's Dairies** projette d'investir 17 millions € pour accroître la capacité de sa laiterie localisée à Minera.

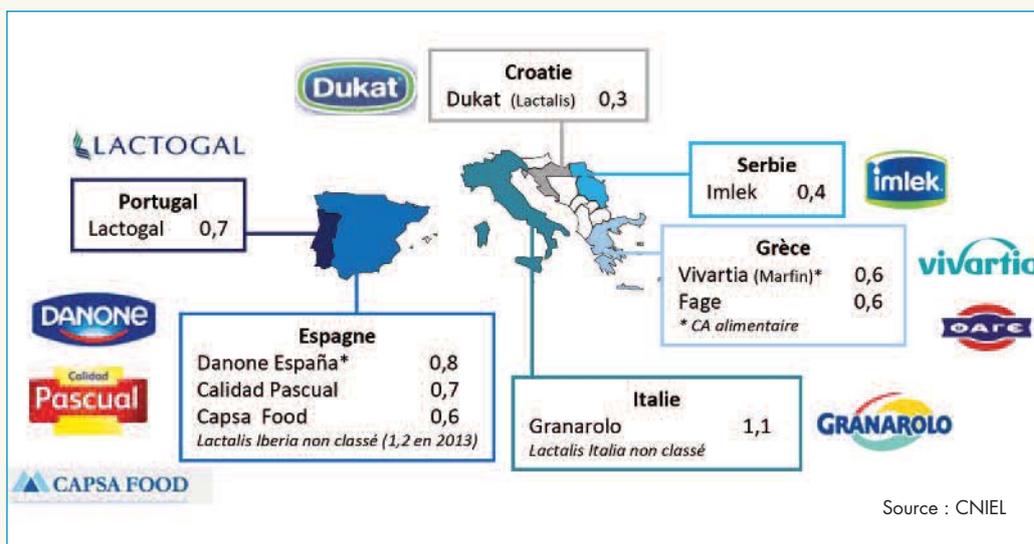
EUROPE DU SUD

EN ESPAGNE, **Covap** et **Iparlat** acquièrent les 33% du capital de **Lactiber** qu'elles ne détenaient pas. **La Fageda** construit une nouvelle usine de yaourts à La Garrotxa, moyennant 12 millions €. **Queserías Entrepinares** investit 15 millions € pour doter son site de Vilalba d'un atelier de séchage de lactosérum. Une nouvelle entité intitulée **Goodleit** projette la construction d'un atelier de séparation et de séchage de lait à Curtis pour un montant de 70 millions €. Basée à Melide, l'entreprise **Dairyloc** projette d'investir 13 millions € dans la construction d'une nouvelle tour de séchage. **Quesos El Pastor** agrandit sa fromagerie localisée à Santa Cristina de la Polvorosa pour un montant de 11 millions €.

EN ITALIE, **Inalpi** et **Piemonte Latte** reprennent l'activité laitière de **Cooperlat**. **Sabelli** acquiert 79% du capital du fabricant de mozzarella **Trevisnalat**. **Granarolo** prend une participation de 30% dans le fabricant de snacks fromagers **San Lucio** et acquiert 0% du distributeur suédois de produits italiens **Matrix**.

AU PORTUGAL, **Queijos Santiago** investit 8 millions € pour accroître la capacité de sa fromagerie de Malveira. **Bel** investit 5 millions € dans la mise en place d'une filière certifiée sur des critères de durabilité et de bien-être animal pour une partie de sa collecte aux Açores.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DU SUD Chiffre d'affaires en 2015 en milliard €

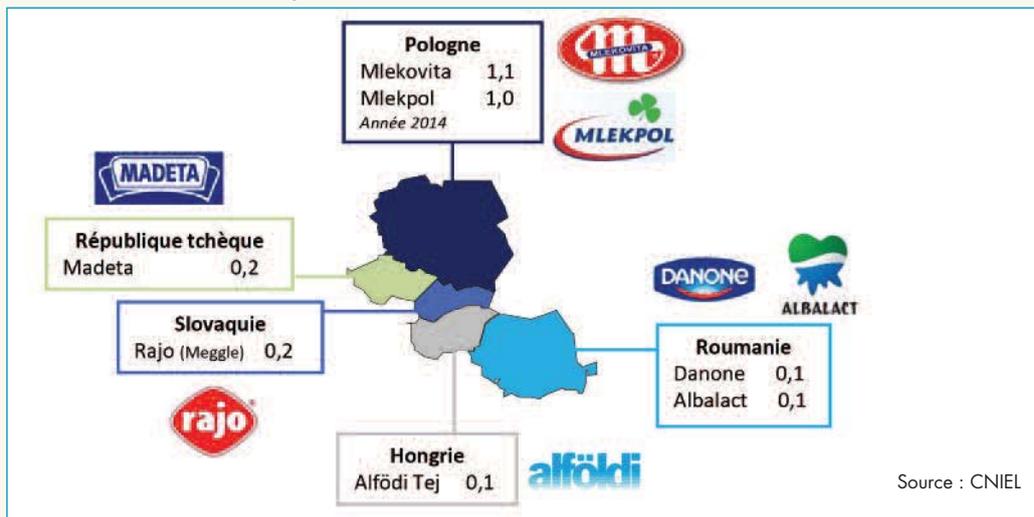


EUROPE DE L'EST

EN POLOGNE, **Mlekpól** fusionne avec **SM Sudowia**, met en service une nouvelle ligne de fabrication de fromages à Kolno et annonce un investissement de 92 millions € pour construire une nouvelle usine d'ingrédients laitiers à Mragowo.

EN SLOVAQUIE, le fonds britannique **Midia Group** investit 98 millions € dans la création de **Midia Agro** qui fabriquera en Slovaquie des poudres infantiles pour le marché chinois.

LES LEADERS LAITIERS EN EUROPE DE L'EST Chiffre d'affaires en 2015 en milliard €



LES PRÉVISIONS 2017

Rétablissement progressif de la production européenne

Début 2017, l'hypothèse de la poursuite du redressement du prix du lait est loin d'être acquise. Les cours des matières grasses plafonnent à présent à un niveau record et ceux des protéines restent médiocres, durablement pénalisés par une demande internationale poussive. La baisse de la collecte aura encore probablement un léger effet haussier sur les premiers mois de 2017, mais le prix du lait moyen pondéré européen pourrait ne pas remonter au-delà de 350 €/t.

Le cheptel européen pourrait alors reculer sensiblement et le supplément de lait rester limité, malgré une hausse de collecte au 2nd semestre.



EUROPE 2017

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ EUROPÉEN EN LAIT DE VACHE

	2013	2014	2015	2016e	2017p	2017/16
Vaches laitières en décembre (millions de têtes)	23,5	23,6	23,6	23,5	23,2	-1%
Approvisionnement (millions de tonnes équivalent lait)						
Production laitière	154	160	163	164	164	+0,4%
Collecte laitière	142	148	152,2	152,9	153,7	+0,5%
Variation de stock	0	1	0,6	-0,1	-1	
Importations	1	2	1	1	1	-10%
Exportations	15	17	18	19	19	+4%
Utilisation européenne	140	143	145	146	147	+0,4%
Fabrications (1 000 tonnes de produits)						
Fromages	9 369	9 563	9 893	10 032	10 172	+1%
Beurre	2 015	2 120	2 190	2 221	2 252	+1%
Poudres de lait	1 990	2 370	2 475	2 308	2 158	-7%
Poudre de lactosérum	2 200	2 200	2 100	2 050	2 050	=

e Estimations
p Prévisions

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après CE DG Agri, Eurostat, ZMB et prévisions propres

Cheptel européen

Après avoir marqué le pas en 2016, le cheptel laitier européen pourrait perdre entre 1 et 1,5% de ses effectifs en 2017, malgré une conjoncture laitière redevenue plus favorable. Confrontés à des situations financières dégradées, de nombreux éleveurs pourraient devoir arrêter si le prix du lait plafonnait à son niveau de début 2017. D'autres éleveurs, plus âgés et découragés, peuvent décider d'arrêter l'activité laitière faute de successeur. De plus, la reprise des investissements sera probablement lente et progressive dans la plupart des pays, auquel cas les agrandissements ne compenseraient pas les cessations d'ateliers. En Allemagne et en France, le cheptel laitier pourrait ainsi baisser de nouveau, de même que dans la plupart des pays d'Europe du Nord et de l'Est.

De plus, le cheptel devrait chuter fortement aux Pays-Bas, où les éleveurs doivent réduire leur troupeau pour respecter les niveaux de déjections en phosphore, sans quoi le pays risque de perdre sa dérogation à la directive nitrates. Le plan national vise à réduire de 5% les émissions de phosphore pour respecter le plafond réglementaire (172 900 t). Pour y parvenir, le cheptel national doit reculer d'au moins 9% sur un an (-160 000 têtes), ce qui le ramènerait à 1,63 million de vaches laitières fin 2017. Soit un retour à l'effectif national présent fin 2013.

En somme, le cheptel laitier européen pourrait reculer de 340 000 têtes, à 23,2 millions de vaches laitières en décembre 2017.

Reprise lente de la production laitière

Malgré un net redressement du prix du lait, remonté à 330 €/t en janvier 2017 (moyenne pondérée européenne), la production laitière ne se redressera lentement qu'en 2017. Au 1^{er} trimestre, elle se situera 1,5% sous l'excellent niveau de 2015 (effet année bissextile corrigé), puis rejoindra au printemps son niveau de 2016.

Au 1^{er} trimestre, elle restera ralentie dans les pays où elle a fortement reflué au 2nd semestre 2016 : Allemagne, France, Danemark, Pologne, mais aussi Royaume-Uni, même si le tassement d'une année sur l'autre se résorbera lentement. Elle restera stationnaire en Irlande et croissante en Italie. Ensuite, la production retrouvera des couleurs dans presque tous les pays : Allemagne et France en tête mais aussi Royaume-Uni. Cumulée mi-2017, la collecte européenne ne serait ainsi plus que 0,5% sous celle du 1^{er} semestre 2016, effet année bissextile neutralisé.

Au 2nd semestre, la collecte européenne devrait logiquement progresser, de +2 à +2,5%, par rapport au faible niveau de 2016, égalant ainsi le niveau historique atteint au 2nd semestre 2015. Le prix du lait (moyenne européenne) sera alors au mieux stabilisé à 330 €/t de lait livré, soit le même niveau que début 2017.

La reprise de la production laitière sera probablement plus franche en Allemagne et au Royaume-Uni qu'en France à mi-chemin entre le bas niveau de 2016 et le très bon de 2015. La croissance de la production devrait se poursuivre en Italie et en Espagne et rebondir en Irlande jusqu'à +10% /2016 au 2nd semestre avec des conditions climatiques favorables.

En somme, la collecte annuelle de l'UE ne progresserait que de 0,5% /2016. Les évolutions seront contrastées selon les bassins : croissance attendue plutôt forte, de +3 à +4%, dans les îles anglo-saxonnes, modeste, entre +1 et +2%, en Italie et en Pologne, faible (<+1%) en Allemagne, France, Danemark et Espagne.

Seuls les Pays-Bas évolueront à contre-courant : ils subiront un reflux de leur collecte de plus en plus prononcé au fil des mois, soit une chute de 4 à 5% de leur collecte annuelle, selon la DG Agriculture, par rapport au niveau historique atteint en 2016.

Le supplément de collecte européenne, compris entre 0,8 et 1 million de tonnes de lait, serait finalement modeste. Il serait intégralement transformé en fromages destinés pour les ¾ au marché intérieur et pour le reste à l'exportation sur pays tiers. Les fabrications supplémentaires de fromages découleraient aussi des moindres fabrications de poudre de lait, qui avaient été exceptionnellement fortes en 2016.

Les exportations sur pays tiers continueront de progresser grâce au dynamisme des fabrications fromagères et à la possible reprise des exportations de poudre maigre, si la conjoncture laitière permet la remise sur le marché de volumes stockés à l'intervention. Par ailleurs, les exportations des autres ingrédients laitiers (beurre, caséines, lactosérum, poudres grasses) évolueront peu. Auquel cas, les exportations progresseraient de 4% à 19,4 millions de tonnes équivalent lait (tel) les stocks de reports ne maigriraient que de 1 million de tel, et les stocks de poudre maigre à l'intervention resteraient encore conséquents fin 2017.



DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2016
Perspectives 2017
n° 476

18 €

Economie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier annuel Bovins viande 2016

Perspectives 2017. N° 475 - Janvier 2017

La filière viande en Chine.

N° 473 - Novembre 2016 - à paraître

La filière laitière aux États-Unis.

N° 472 - Octobre 2016

Pologne, le jeune bovin conquérant.

N° 471 - Septembre 2016

Où va l'agneau ? Quel produits pour quels

marchés ? N° 470 - Juillet-Août 2016

Dossier marché mondial produits laitiers 2015.

Perspectives 2016. N° 469 - Juin 2016

Dossier marché mondial viande bovine 2015. Perspectives 2016. N° 468 - Mai 2016

Dossier annuel Ovins 2015

Perspectives 2016. N° 467 - Avril 2016

Dossier annuel Caprins 2015

Perspectives 2016. N° 466 - Mars 2016

Dossier annuel Bovins lait 2015

Perspectives 2016. N° 465 - Février 2016

Dossier annuel Bovins viande 2015

Perspectives 2016. N° 464 - Janvier 2016

L'Inde, leader émergent sur le marché mondial de la viande bovine.

N° 463 - Décembre 2015

